

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 454 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 100Pts
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 454
Juillet-Août-Sept. 2000
37^e année

DANS CE NUMERO

-Solidarité avec les sans-papiers !
-Nouvelles attaques contre «Auschwitz ou le grand alibi»
-L'impérialisme et l'Afrique
-La lutte à la Brink's (Aéroport de Marseille-Marignane)
-Sommaires des derniers numéros du journal
-Cellatex, Adelshoffen, Forgeval.
La multiplication des signes de la colère ouvrière

Après les négociations sur l'Unedic

Les prolétaires ne peuvent compter que sur leur lutte!

Le gouvernement, après avoir hésité, a fini par refuser de donner son agrément à la nouvelle convention d'assurance-chômage concoctée par le patronat avec l'appui de la CFDT - le fameux P.A.R.E., et par appeler à de nouvelles négociations.

Sans vouloir entrer dans le détail du projet patronal, disons que sa philosophie est de remplacer le principe d'indemnisation du chômage, par un contrat personnalisé de retour à l'emploi, c'est-à-dire de reporter en quelque sorte la faute du chômage sur le prolétaire. Sous couvert d'aide au retour à l'emploi, c'est une attaque non déguisée non seulement contre les chômeurs, pour leur faire accepter n'importe quel boulot ou de voir disparaître leurs indemnités, mais aussi potentiellement contre tous les travailleurs, même embauchés, avec l'institution d'un nouveau contrat de travail précaire (allant jusqu'à 5 ans) qui ouvrirait la voie à une dégradation généralisée des salaires et des conditions de travail.

Sans doute, pour faire passer plus facilement son projet le patronat a mis en avant une augmentation des aides aux chercheurs d'emploi (par ailleurs, dans ce projet, comme dans le système actuel, seuls 40 % environ des chômeurs touchent quelque chose: le patronat a beau jeu de déclarer cyniquement que ce système à deux vitesses dure depuis vingt ans et correspond à une volonté gouvernementale!); mais en réalité cette augmentation, très faible (2%), ne compense pas la diminution des cotisations patronales. Les patrons et la CFDT affirment également, non sans raison, que les pénalités contre les chômeurs prévues par le projet ne sont pas pires que celles existant aujourd'hui et qui entraînent la radiation en moyenne de 180.000 chômeurs par an.

Enfin, ils rappellent aussi que le projet d'un nouveau contrat de travail précaire (qui selon les perspectives patronales devrait, à terme, devenir la règle), est calqué dans son principe sur les

(Suite en page 4)

Réduction du mandat présidentiel?

A bas la démocratie bourgeoise, son Etat et toutes ses institutions!

Proposée par Giscard, acceptée par Jospin, reprise par Chirac, la fameuse réforme de la réduction du mandat présidentiel à 5 ans, qui était devenue un véritable serpent de mer de la Ve République (elle

s'évanouissait aussi vite qu'elle apparaissait), a été entérinée par la plupart des politiciens et il ne lui manque plus que sa sanctification par référendum pour entrer dans le texte sacré de la Constitution.

TOUS ABSTENTIONNISTES?

Sentant combien ce sujet passionne le citoyen moyen, à quoi il est ressenti comme un problème brûlant par les prolétaires, de plus en plus nombreux sont les partis à préconiser l'abstention, des chasseurs aux trotskystes en passant par le PCF.

Le PCF s'est prononcé pour l'abstention au référendum du 24 septembre; mais pour ne pas frustrer ses militants, démocrates enragés, il a pris sa décision définitive après l'organisation... d'un référendum interne sur l'attitude à adopter par rapport au référendum! 21 000 militants auraient ainsi démocratiquement voté: 65,51% pour l'abstention, 22% pour le vote blanc ou nul, 10%

pour le non, 1% pour le oui («L'Humanité», 18/7/2000). L'Huma qui se félicite d'un fonctionnement si démocratique, s'est cependant fait l'écho d'une vague inquiétude: l'appel à l'abstention «ne nourrit-il pas quand même la crise de la politique?» (traduisez: la crise de confiance dans le manège politique et les institutions politiques bourgeoises). Mais le quotidien anti-communiste répond aussitôt qu'une victoire de l'abstention signifierait une condamnation d'une manoeuvre politique et non la condamnation «de l'amorce de la démocratisation des institutions qu'[une majorité de français] attendent»: en un mot qu'on peut prôner ponctuellement l'abstention, tout en restant électoraliste et démocrate.

Même conclusion à la lecture de la presse dite «révolutionnaire»: les exemples ci-dessous ne sont pas exhaustifs, mais ils donnent la tonalité générale des prises de position.

Les maoïstes de Voix Prolétarienne (Partisan) évoquent sans doute, en passant, la «révolution sociale et politique», mais, en bons héritiers du stalinisme, c'est au nom de la démocratie: «C'est seulement quand les travailleurs aujourd'hui exploités auront à la fois le pouvoir économique et politique, que la démocratie existera pour la majorité. (...) Mais faire notre politique, nous organiser, c'est lutter pour notre démocratie, pour un avenir que nous maîtriserons. (...) Orga-

(Suite en page 2)

Amadeo Bordiga

De l'économie capitaliste au communisme (fin)

Voici la dernière partie de la Conférence d'Amadeo Bordiga du 2 juillet 1921, telle qu'elle avait été publiée en brochure de propagande du Parti Communiste d'Italie. La première partie a été publiée sur le n° précédent du journal.

LES TÂCHES ÉCONOMIQUES DE L'ÉTAT PROLÉTARIEN DANS L'INDUSTRIE

Quelles sont donc les tâches que doit accomplir l'Etat prolétarien?

Evidemment, l'Etat prolétarien peut immédiatement entreprendre la socialisation des entreprises qui présentent les caractères que nous venons de décrire: grandes entreprises où existent la spécialisation et la division du travail, la collaboration de différents travailleurs dans le processus d'élaboration qui aboutit au produit destiné à la consommation.

Le régime prolétarien peut donc affronter immédiatement le problème de la socialisation de l'industrie, qui n'est pas la gestion de chaque industrie par les ouvriers qui y travaillent, mais la gestion de l'industrie par tout le prolétariat, par l'organisation prolétarienne; et celle-ci restera une organisation étatique tant que subsisteront des tâches politiques et militaires qui rendent nécessaire le caractère autoritaire de ses fonctions.

L'organisation prolétarienne établira la socialisation de branches d'industrie déterminées et réalisera la gestion de ces bran-

ches. Cela signifie qu'elle doit pouvoir enregistrer, contrôler et administrer toutes les matières premières dont ces industries déterminées ont besoin.

Elle doit avoir la possibilité de se procurer ces matières premières et de les transporter vers les diverses entreprises; elle doit ensuite récupérer les produits des entreprises pour les distribuer là où c'est nécessaire, à d'autres entreprises ou à la consommation directe. On comprend donc qu'il ne suffit pas de chasser les patrons par la force, qu'il ne suffit pas de hisser le drapeau rouge sur les établissements pour que soit possible cette gestion vraiment socialiste, cette socialisation véritable de l'industrie: il est indispensable d'avoir construit au moins quelques pièces du nouveau mécanisme qui doit faire affluer les matières premières vers ces industries et qui doit en distribuer les produits.

Ce n'est que lorsqu'existera ce réseau, lorsqu'il aura été complètement achevé, qu'il sera possible de dire que ces industries déterminées sont prêtes à être socialisées. La socialisation économique de l'industrie ne peut donc être réalisée dès le lendemain de l'instauration du pouvoir prolétarien: c'est un résultat ultérieur, et nous devons nous occuper aussi du stade intermédiaire, celui que l'on appelle le «contrôle ouvrier».

LE CONTRÔLE OUVRIER

Dans la période révolutionnaire, au cours de la lutte révolutionnaire qui ne peut certainement pas se dérouler de façon bien ordonnée, il y aura inévitablement des milliers de conflits locaux entre des groupes d'ouvriers et des capitalistes, quantité d'épisodes dont nous pouvons dire sans hésiter qu'ils ne seront pas parfaitement en ligne avec le processus révolutionnaire final, mais qu'il

est impossible de dédaigner ou de condamner. Dans un premier temps, l'Etat prolétarien confiera aux ouvriers de chaque établissement le contrôle de ce que fait leur capitaliste; il obligera le capitaliste à payer un salaire déterminé, il soutiendra les ouvriers de l'usine qui, bien qu'ils ne puissent pas encore supprimer l'ancien régime d'administration économique sous peine d'arrêter la production, voudront savoir contrôler, c'est-à-dire apporter leur contribution à la construction de cette expérience qui doit déboucher sur un nouveau système. Pour nous, communistes, le contrôle ouvrier sur la production représente une première phase vers le socialisme, vers la gestion collective de l'entreprise par l'Etat prolétarien. C'est le premier postulat; mais pour le mettre en oeuvre, il est indispensable que le pouvoir politique soit déjà passé aux mains du prolétariat. C'est la raison pour laquelle chaque fois que les communistes constatent que dès maintenant ce problème se présente pratiquement dans l'usine comme un besoin pour les ouvriers, en particulier quand ces derniers apprennent que l'usine va fermer et qu'il va y avoir des licenciements parce qu'il n'est plus possible d'écouler les produits; quand donc les ouvriers ressentent le besoin instinctif d'aller voir pourquoi cette machine productive qui les fait vivre ne peut plus fonctionner, alors les communistes doivent intervenir en disant aux ouvriers qu'ils pourront surveiller la machine, qu'ils ne pourront commencer à la gérer, à se préparer à la gestion dans l'intérêt collectif suprême, que si la grande bataille générale, unitaire et politique contre le pouvoir de la bourgeoisie a été gagnée, si l'organisation de la domination du prolétariat a été réalisée, de façon que

(Suite en page 5)

Réduction du mandat présidentiel? A bas la démocratie bourgeoise, son Etat et toutes ses institutions!

(Suite de la page 1)

nisons-nous pour que vive demain la démocratie du peuple, la démocratie fondée sur le pouvoir des travailleurs» (Édito de «Partisan», juin-juillet 2000). Le fameux petit mot de «dictature du prolétariat» écorche les lèvres de V.P. sans doute autant que le mot «classe». Il est vrai que ce sont des mots et des concepts qui sont difficiles à faire comprendre et surtout admettre aujourd'hui où domine l'intoxication démocratique et où la propagande bourgeoise règne sans partage. V.P. y a donc renoncé et préfère contribuer à diffuser la propagande dominante et les principes anti-prolétariens comme «peuple», démocratie, etc (1).

La Ligue Communiste Révolutionnaire, elle, appelle à l'abstention car elle est opposée au quinquennat «anti-démocratique»: «Cette réforme institutionnelle, à laquelle se prête Jospin, ne ferait qu'aggraver le caractère anti-démocratique de la Ve République en accentuant son essence présidentielle» (communiqué du 6/7/2000). En effet, selon la LCR «Si l'on peut partager le souci affiché d'un raccourcissement généralisé des mandats électifs, le but véritable de cette réforme est ailleurs: répondre à l'usure qui frappe la Ve République. (...) Cette évolution vers un système institutionnel à l'américaine répond au souci manifeste des élites gouvernantes de disposer d'une indépendance accrue envers l'opinion, dans le but de faire face aux crises sociales que peut générer, dans l'avenir la mondialisation libérale. (...) Nous ne pouvons que boycotter cette consultation: au nom de la démocratie, de la nécessité de donner aux populations la maîtrise effective des choix politiques. Ni septennat, ni quinquennat, nous ne voulons plus de président!». Et la conclusion d'un article consacré aux institutions de la Ve est que l'affirmation que la réforme du quinquennat serait favorable à la démocratie n'est qu'un «leurre», l'enjeu étant... la séparation des pouvoirs préconisée par Montesquieu, le vieux philosophe constitutionnaliste de «l'esprit des lois»! (2).

Voilà qui est inattendu pour des gens qui s'intitulent encore «communistes révolutionnaires»: ont-ils jamais lu que la plus démocratique des Républiques bourgeoises n'est pas autre chose qu'une dictature de la bourgeoisie? Ont-ils jamais lu, entre autres, les textes de Marx, cités par Lénine dans «l'Etat et la révolution», qui ridiculisent ceux qui voulaient voir dans la Commune une résurgence des positions de Montesquieu? Où il explique que la caractéristique de la Commune était qu'il ne s'agissait pas d'un «organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois»? Ont-ils jamais lu les textes de Lénine et Trotsky contre la «démocratie en général» et le parlementarisme? Ont-ils jamais su que le caractère révolutionnaire et prolétarien des Soviets pouvait se constater justement au fait qu'ils dépassaient cette séparation des pouvoirs qui n'a de sens que dans la démocratie bourgeoise?

S'ils l'ont lu, s'ils l'ont su, il y a longtemps qu'ils ont oublié ou qu'ils cachent que le marxisme enseigne aux prolétaires la lutte contre le gigantesque mensonge selon lequel la démocratie bourgeoise et son système bien réglé de séparation des pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires permettrait de donner «la maîtrise effective des choix politiques aux populations»; qu'il enseigne aussi que «les populations» comme «le peuple» sont des notions bourgeoises qui servent à cacher l'existence des classes et de la lutte des classes, au sein de ce peuple ou de ces populations...

Si, de leur côté, les trotskystes de Pouvoir Ouvrier ne croient pas que la réforme accentuera le caractère présidentiel du régime, ils s'y opposent cependant car réduire la durée du mandat présidentiel «ne changera

en rien les pouvoirs anti-démocratiques du Président!» («Pouvoir Ouvrier» n° 61, juin-août 2000). Nous apprenons ainsi que P.O. lutte «pour le développement le plus total de la démocratie dans tous les aspects de la vie. Nous luttons pour l'abolition de la Présidence, du Sénat et du Conseil constitutionnel [retour à la Première République?]. Nous sommes pour une assemblée unique, souveraine et révocable; pour l'élection des hauts fonctionnaires et des magistrats [élection des juges et des shérifs, comme aux Etats-Unis?]. Nous exigeons qu'aucun élu ne touche plus que le salaire moyen d'un travailleur. Nous refusons le cumul des mandats et d'emplois pour les élus. Alors il est évident que le quinquennat n'est qu'une manière de détourner l'attention des véritables problèmes de la Ve République, en particulier l'absence de toute démocratie réelle et la corruption rampante».

En bons trotskystes, les militants de P.O. ont toujours une liste de revendications concrètes et partielles à agiter dans tous les domaines et pour tous les sujets avec lesquelles ils rêvent de pouvoir mettre les masses en mouvement, en évitant par dessus tout le risque de se couper d'elles ou d'être incompris à cause de mots d'ordre trop radicaux ou trop sectaires. Mais ce qui est présenté comme le fin du fin de la tactique, n'est en fait rien d'autre que l'adaptation aux couches politiquement arriérées des travailleurs, qui sont sous la dépendance politique complète de l'opportunisme politique et syndical, c'est-à-dire qui sont sous la coupe de la bourgeoisie.

TOUS DÉMOCRATES!

Les communistes véritables se moquent des problèmes particuliers de fonctionnement de la Ve République: ils laissent ce sujet aux politiciens et aux juristes bourgeois. Mais, contre les bourgeois et les démagogues - y compris d'«extrême-gauche» - qui essaient de faire croire aux prolétaires que leurs problèmes ont quelque chose à voir avec un mauvais fonctionnement de cette République, avec un manque de démocratie réelle ou une corruption, ils affirment que ces problèmes sont causés en réalité par le système capitaliste dont l'Etat bourgeois, y compris le plus démocratique, n'est que l'instrument. Ou, pour citer un vieux texte, qui ne pourrait certainement pas trouver sa place parmi les pages des journaux que nous venons de citer: «Dans l'Etat bourgeois le plus démocratique, les masses opprimées se heurtent constamment à la contradiction criante entre l'égalité nominale proclamée par la «démocratie» des capitalistes, et les milliers de restrictions et de subterfuges réels, qui font des prolétaires des esclaves salariés. Cette contradiction précisément ouvre les yeux des masses sur la pourriture, la fausseté, l'hypocrisie du capitalisme. C'est précisément cette contradiction que les agitateurs et les propagandistes du socialisme dénoncent sans cesse devant les masses, afin de les préparer à la révolution!» (2).

Au lieu d'agir comme doivent le faire selon Lénine les militants du socialisme, au lieu de démasquer la démocratie bourgeoise, au lieu de rappeler que la classe ouvrière doit se donner comme but le renversement de l'organisation sociale actuelle et l'instauration de son propre pouvoir de classe, de sa dictature, phase indispensable pour aller vers l'avènement d'une société nouvelle, sans classes ni Etat, sans exploités ni exploités, ces prétendus révolutionnaires suivent l'exemple du «renégat», du «douceur» Kautsky: ils font croire qu'une véritable démocratie permettrait l'expression et la satisfaction des besoins des masses (puisqu'après tout les bourgeois ne sont qu'une petite minorité de la population), et qu'il serait possible d'avancer vers cette démocratie en réformant l'Etat actuel. Ils cachent

ainsi que l'Etat est un instrument de domination d'une classe dont le rôle est la défense et la préservation des rapports sociaux, du mode de production dominant, sa forme politique dérivant de la nécessité d'assurer au mieux ce rôle.

Dans les périodes d'expansion économique, quand la classe dominante a les moyens - y compris par les surprofits tirés de l'exploitation impérialiste - d'amortir les contradictions et de paralyser la combativité ouvrière par le financement de toute une gamme d'amortisseurs sociaux, par la redistribution de quelques miettes de ses profits à de larges couches de la population, la forme démocratique de l'Etat bourgeois est celle qui permet le mieux le fonctionnement sans heurt du système.

Dans les périodes de crise aiguë, quand la classe ouvrière est poussée à la lutte ouverte par les attaques continues du capitalisme à la recherche exaspérée du profit, la démocratie ne sert plus que comme idéologie et programme anti-prolétariens mis en avant par les partis et organisations réformistes, par tous les faux partis «ouvriers» et «révolutionnaires», tandis que la forme politique de l'Etat devient de plus dictatorial et totalitaire.

Prétendant à l'égalité de tous les citoyens, à la souveraineté du peuple toutes classes confondues, au débat d'idées où chacun peut se former, en toute indépendance, son «opinion» - en un mot à la possibilité pour chacun d'influer également sur la marche de l'Etat grâce à sa parcelle de souveraineté et de libre-arbitre, la démocratie est dans tous les cas une arme formidable au service de la conservation sociale puisqu'elle masque que

c'est la lutte des classes et elle seule, qui peut faire bouger les choses.

Ce n'est que par la lutte de classe que le prolétariat peut avancer vers son émancipation; ce n'est qu'en prenant la voie anti-démocratique de l'organisation classiste - en parti politique et en organisations de lutte immédiates de classe - la voie de la lutte ouverte, menant vers l'insurrection, la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de sa dictature mono-classiste, que le prolétariat ouvrira une ère nouvelle pour toute l'humanité.

(1) Au début de cette année, «Partisan» avait écrit dans un commentaire d'un article d'un lecteur paysan, que les «Conseils des producteurs eux-mêmes (ouvriers et paysans réunis)» devraient diriger la future «socialisation de l'ensemble des moyens de production». Dans sa réponse à un lecteur ingénu qui y voyait l'abandon de la dictature du prolétariat, le «Comité de Rédaction» répondait de manière opportuniste bien stalinienne, que l'article parlait moins de la Dictature du Prolétariat que de sa mise en oeuvre (?); qu'ensuite cette dictature du prolétariat n'en est en fait pas une, mais une «alliance avec les classes ou les couches anti-capitalistes»; et qu'enfin, l'article répondant à un lecteur paysan, il insistait sur l'«allié petit-paysan» et n'abordait explicitement pas la question de la direction de cette alliance: confirmation, donc, du populisme interclassiste de ce courant.

(2) cf Lénine, «La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky», O.C., Tome 28, p. 255.

Solidarité de classe avec les sans-papiers!

Au début du mois de juillet les 18 sans-papiers de Lille ont arrêté leur mouvement, après 84 jours de jeûne qui leur laisseront de longues séquelles (certains ont perdu jusqu'à 30 kgs). Isolés et sous la pression des «médiateurs» (démocrates et religieux), ils ont dû se contenter d'une carte valable 3 mois, et de la promesse que les services préfectoraux examineraient pendant cette période leurs dossiers de régularisation «avec la plus grande humanité» (sic!). La Préfecture a tenu à accompagner ces maigres concessions de menaces qui montrent bien son «humanité»: au cas où une nouvelle grève de la faim commencerait, elle expulserait les grévistes sans hésiter, afin que Lille ne devienne pas un «abcès de fixation» des luttes de sans-papiers.

A la même période 77 des 260 étudiants sans-papiers qui avaient occupé pendant deux mois un amphithéâtre de l'université Paris VIII avant d'en être expulsés par les CRS, ont été régularisés. 63 ont vu leur demande de régularisation rejetée tandis que 120 dossiers n'ont toujours pas été examinés. Le président de l'université a annoncé un durcissement des modalités d'inscription: dorénavant il faudra avoir une carte de séjour en règle pour s'inscrire (alors que les étudiants étrangers ont besoin d'un certificat d'inscription pour obtenir une carte de séjour).

Ces deux exemples - il faut aussi rappeler le maintien obstiné de la double peine, symbole de l'inégalité devant la loi des français et des étrangers - montrent que le gouvernement n'entend pas changer de cap sur la question des travailleurs sans-papiers et, plus généralement sur l'attitude des autorités vis-à-vis des prolétaires immigrés. Comme les gouvernements de droite précédents, le gouvernement de gauche actuel maintient et renforce le contrôle de l'immigration - dans le même temps qu'il facilite toujours davantage la libre circulation des capitaux et des marchandises. Les 20-21 juillet Chevénement a animé un séminaire international à Paris sur les questions de l'immigration, au cours de laquelle il a affirmé son intention de «renforcer la lutte contre l'immigration illégale».

L'actualité tragique des dernières semaines a montré pourtant que cette «lutte» a de beaux succès - mais jugés sans doute insuffisants par nos ministres - à inscrire à son tableau de chasse: les 58 immigrants «clandestins» morts étouffés dans un camion à Douvres, le nombre indéterminé qui a disparu dans les flots en essayant de gagner l'Espagne ou l'Italie, etc., sont des victimes directes de cette politique anti-prolétarienne des impérialismes européens.

Lors de cette réunion Chevénement a donc annoncé qu'un projet de directive européenne est en préparation (sans aucun doute par les autorités françaises) pour harmoniser les politiques des Etats membres dans le sens du durcissement de leur attitude envers les travailleurs étrangers. Elle instituerait entre autres des pénalités renforcées contre les transporteurs et contre ceux qui aideraient au séjour d'immigrés en situation irrégulière: ce sont les organisations de défense et de soutien aux prolétaires sans-papiers qui sont directement visées par ces mesures soi-disant dirigées contre les «trafiquants d'êtres humains».

Ces mesures répressives qui se succèdent les unes aux autres ne sont pas dues aux lubies ou à la méchanceté d'un Chevénement ou d'un Debré; elles correspondent au besoin du capitalisme français (et, de plus en plus, des autres capitalismes européens) de maintenir toute l'importante partie de la classe ouvrière d'origine étrangère dans un véritable état d'exception, soupçonnée en permanence d'aider des «clandestins» (en général membres de leurs familles!). Le fait de disposer ainsi d'une main d'oeuvre plus docile, moins à même de se défendre que les travailleurs nationaux, est un coup qui affaiblit toute la classe ouvrière; en outre en désignant ainsi les prolétaires étrangers comme une menace potentielle, pour l'ordre social comme pour les travailleurs eux-mêmes, ces mesures renforcent la division au sein de la classe et alimentent le racisme anti-immigrés.

La réunion des ministres de l'Intérieur et de la Justice européens fin juillet (il semble que la France veuille faire de la question

Sans-papiers ...

l'une des priorités de la période de sa présidence de l'Union Européenne qui vient de s'ouvrir) confirme ce que nous venons d'écrire. Chevènement a tenu à répondre à un commissaire européen qui avait préconisé une nouvelle politique de l'immigration plus ouverte pour répondre aux besoins de main d'oeuvre alors que la population européenne vieillit. Pour le ministre de l'Intérieur français, cette proposition d'ouverture des frontières est du «libéralisme»: il faut se «tourner en direction des chômeurs nationaux» (on connaît le slogan traditionnel du F.N. sur les 3 millions de chômeurs et les 3 millions de travailleurs étrangers en trop) «et voir s'ils ne peuvent pas répondre (...) aux demandes des entreprises pour des postes d'ailleurs souvent saisonniers» (le MEDEF est précisément en train de se tourner vers les chômeurs nationaux pour obliger ces feignants à répondre aux demandes des entreprises).

GOUVERNEMENT NÉGRIER!

Au cas où cela ne suffirait pas, il faudrait alors recourir à des migrations temporaires «ce qui suppose pour ce type de main d'oeuvre à la fois une ouverture plus généreuse (!) des frontières et une fermeté plus grande sur le séjour permanent» (souligné par nous); le système des quotas étant à rejeter, car selon Chevènement il «induit toujours dans les communautés visées des revendications de droits spécifiques»!!! Véritable négrier, ce ministre du gouvernement de gauche sait parfaitement que les entreprises ont besoin d'une main d'oeuvre taillable et corvéable à merci, le plus possible coupée des travailleurs locaux afin que la solidarité de ces derniers, moins soumis à la répression, ne puisse pas se manifester: aussi cherche-t-il à être toujours plus répressif avec les prolétaires étrangers et à leur laisser le moins de «droits» possibles.

La solidarité avec les sans-papiers, la lutte contre toutes les discriminations et les mesures anti-immigrés (1), pour l'égalité des droits et des traitements des travailleurs étrangers, ne relèvent pas de la charité chrétienne ou de l'idéal démocratique de la Justice. C'est une exigence de classe, une exigence de la lutte prolétarienne qui, face aux patrons et à l'Etat bourgeois, a besoin de l'union de tous. Pour être fructueuse cette solidarité doit se développer sur le terrain de classe, elle doit servir à renforcer l'établissement d'un rapport de forces avec les autorités, seule façon d'empêcher ou de limiter l'action des «médiateurs», authentiques adversaires de la lutte ouvrière uniquement motivés par la préservation du consensus social ou la réputation du gouvernement.

A bas les lois Chevènement! Régularisation de tous les sans-papiers! Egalité des droits pour les prolétaires immigrés! Non aux expulsions! Ouverture des frontières! Non au contrôle de l'immigration!

Français, immigrés une seule classe ouvrière!

(1) La presse de ces derniers mois nous a donné de nombreux exemples de ces discriminations. Le 11 février «Libération» démontrait qu'en Rhône-Alpes la direction des Foyers Sonacotra (foyers de travailleurs immigrés) collaborait étroitement et avec la police en lui fournissant régulièrement des informations sur la vie et la situation des locataires. Nul doute que cette mise sous surveillance policière constante soit de règle pas seulement dans cette région. Au début de l'été «SOS-racisme» publiait un dossier montrant qu'un très grand nombre de sociétés HLM constituaient des fichiers de locataires étrangers qui aboutissaient à une véritable discrimination dans l'attribution des logements. Sous le couvert de l'anonymat, certains responsables de ces sociétés admettaient de telles pratiques, mais au nom de l'«équilibre ethnique» et du refus des ghettos! cf «Le Monde», 1/7/2000. Une étude de l'Insee publiée à la même époque mettait en évidence les «inégalités d'accès au logement» dont souffrent les immigrés, etc.

Nouvelles attaques contre «Auschwitz ou le grand alibi»

Notre brochure «Auschwitz ou le grand alibi» est de nouveau la cible de diverses attaques. Dans ce premier article, nous nous occupons de l'organisation antifasciste «Ras l'front». Nous traiterons dans un second article d'un livre récent qui prétend faire l'«Histoire du négationnisme».

Lors de la dernière fête de Lutte Ouvrière, «Ras l'front» s'est en effet encore une fois livrée à des attaques contre notre brochure et sa diffusion. Déjà en 1998 la même organisation, lors de la fête de L.O., s'était employée à dresser contre nous les trotskystes de «Jeunes contre le Racisme en Europe» (scission de l'organisation de jeunesse de la LCR): voir notre article à ce sujet sur le n° 446 de ce journal. L'année suivante, «Ras l'front» avait demandé aux organisateurs d'interdire la diffusion de notre brochure. L.O., ne voulant pas prendre position sur une question bien épineuse, s'était défilée avec l'argument qu'elle ne se livrait pas à un contrôle politique des textes

Peut-être échaudés par leur déconvenue de l'année précédente, Ras l'Front n'a pas essayé cette année de s'en prendre directement à nous, mais il choisit d'accentuer la pression pour interdire la diffusion de notre brochure, en diffusant un tract appelant «l'ensemble des organisations et des militants à demander à LO que cette brochure ne soit plus vendue à la fête».

Dans ce tract, intitulé «Des révisionnistes à la fête de LO... Karl Marx, le grand alibi?», on peut lire:

«Depuis des années, le Parti Communiste International tient un stand à la fête de Lutte Ouvrière. Ce groupuscule est issu du courant fondé par Amadeo Bordiga. Peu actif, il semble se consacrer surtout à l'édition de textes [Chef, c'est louche! Que font-ils vraiment?]. En 1960, ce courant a publié un article anonyme [Anonyme? De plus en plus louche!] dans son journal Programme Communiste: «Auschwitz ou le grand alibi». Réédité sous forme de brochure, il est en vente depuis des années à la fête de LO. Or ce texte est l'un des textes fondateurs des thèses révisionnistes. Il a notamment été diffusé dans les années 70 par La Vieille Taupe, librairie devenue Maison d'édition et quartier général des négateurs de l'extermination des Juifs pendant la guerre [Chef, ce coup-ci on les tient! La Vieille Taupe, après avoir été l'une des librairies gauchistes les plus courues du Quartier Latin, étant devenue 15 ans plus tard un centre négationniste, tous ceux qui ont été diffusés par elle dans sa première période sont donc des négationnistes, ou je mange mon képi! D'ailleurs, chef, ce Karl Marx, il devait bien y avoir ses brochures dans cette librairie?]. Malgré les demandes répétées et les protestations de Ras l'front, Lutte Ouvrière s'est toujours refusée à intervenir pour en empêcher la vente [Serait-elle complice?], au motif qu'elle ne veut pas contrôler ce que vendent les groupes présents à la fête.

Pourtant nous estimons que les mensonges révisionnistes ne relèvent pas des débats internes de l'extrême gauche, mais d'une autre logique (...)» (1).

Et après avoir précisé que: «si nous discutons sur les révisionnistes, en analysant leurs mensonges, en démontant leurs raisonnements, nous refusons de discuter avec eux, qu'ils soient d'extrême-droite ou, comme ici, ultra-gauches. Nous n'avons rien à leur répondre et nous ne répondrons pas à leurs délires» (2), le tract de Ras l'front, tente cependant de répondre à ce qu'il affirme péremptoirement être nos «mensonges révisionnistes».

RAS L'FRONT FALSIFICATEUR

Notre premier mensonge serait de nier la «singularité» du massacre des Juifs, et même de se moquer de ce massacre, à en croire des citations produites par le tract pour susciter l'indignation à notre égard:

«Selon les auteurs de la brochure, "si on fait un tel plat" (sic) du génocide, (...). Le massacre des Juifs serait donc "un rideau de fumée" (...).»

Ras l'front utilise la pratique de faussaire (que les staliniens avaient développé jusqu'à

et des positions défendues sous leur seule responsabilité, par les organisations présentes. A la suite de ce refus, «Ras l'Front» s'était répandu en fanfaronnades selon lesquelles il interdirait lui-même la présence de l'horrible brochure.

C'est ainsi que dès le début de l'édition 1999 de la fête ces valeureux anti-fascistes avaient envoyé des jeunes faire du chahut à notre stand. Puis, après la fuite précipitée de ceux-ci, qui, ignorant tout de nos positions, étaient bien incapables de tenir pied dans la discussion, ce fut au tour de deux gros bras de venir faire de l'intimidation. Hélas, c'est le propre des gros bras d'avoir une cervelle d'oïsson! Ne pouvant laisser leurs muscles à cause du petit attroupement causé par la première intervention de leurs jeunes amis, ils furent contraints d'essayer d'argumenter leurs critiques et de justifier leur attitude. Face à une épreuve aussi redoutable, il ne leur restait plus qu'à battre piteusement en retraite.

la dernière extrémité) qui consiste à citer des bouts de phrase hors de leur contexte. En effet l'introduction à la brochure explique clairement pourquoi «on fait un tel plat», non du massacre des Juifs comme nous le font dire les falsificateurs de Ras l'front, mais de l'interview dans «l'Express» en 1978 de Darquier de Pellepoix, ancien Commissaire aux questions juives: cette interview avait été le prétexte au déclenchement d'une énorme campagne de propagande en faveur de la démocratie bourgeoise, qui aurait été menacée par une prétendue résurgence du fascisme et de l'antisémitisme. Le «rideau de fumée» dont nous parlions, n'était pas le massacre des Juifs comme l'affirment les menteurs de Ras l'front, mais «Le rideau de fumée de la campagne actuelle» (titre d'un paragraphe tronqué par nos faussaires), grotesque et hypocrite campagne qui servait à masquer la recrudescence du racisme, des discriminations, des agressions et des intimidations policières à l'encontre de millions de travailleurs immigrés et leurs familles. C'était écrit en toutes lettres et expliqué à longueur de pages: impossible de se tromper pour tout lecteur honnête, même bas du front...

RAS L'FRONT NÉGATIONNISTE

Mais pour nos accusateurs il fallait charger la barque afin que notre péché capital apparaisse dans toute son horreur: «Or, si les auteurs de la brochure ne nient pas le génocide, ils prétendent que sa singularité serait fictive». Car, c'est vrai, nous nions que «les crimes du nazisme restent uniques dans l'histoire» - honteuse affirmation de «Ras l'front» à qui la réalité de ce monde capitaliste dans les dernières décennies a malheureusement apporté de nouveaux et sanglants démentis en plus de ceux rappelés il y a plus de vingt ans dans l'introduction à la brochure: il suffit de songer aux massacres des Tutsis au Rwanda, en se souvenant de la complicité criminelle de l'impérialisme français dans la préparation des tueries. Mais il est vrai que l'impérialisme français est une démocratie tout ce qu'il y a de démocratique. Or, affirme le maître à penser Vidal-Naquet dans un ouvrage dont le tract recopie des passages entiers: «A lui seul ce crime [l'extermination des Juifs - NdIR] creuse la distance qui sépare le démocrate du fasciste. Mais, pensent les bordiguistes, il n'en est rien. Il faut donner, de l'antisémitisme de l'époque impérialiste, l'explication économique-sociale qui s'impose» (3).

En quelques mots, l'intellectuel de gauche démocrate a défini l'enjeu: le crime commis contre les Juifs suffit à distinguer radicalement le fascisme de la démocratie (nous disons: c'est l'alibi de celle-ci) qui ne sont donc pas deux formes différentes d'une même réalité (deux formes de la domination politique de la classe bourgeoise et du capitalisme), mais deux systèmes antagoniques entre lesquels il faut choisir; toute tentative d'explication matérialiste des crimes nazis doit donc être repoussée avec la dernière énergie car elle conduit précisément à faire disparaître cette différence qualitative de la démocratie et donc la justification du soutien à la démocratie, en démontrant que la

racine de ces crimes se trouve dans le système capitaliste lui-même. Mais cela ne suffit pas encore; pour que le raisonnement des démocrates tienne debout, il faut que le caractère unique des crimes nazis ne soit pas remis en question: il est donc obligatoire de faire oublier que les démocraties bourgeoises ont aidé ou au moins vu sans déplaisir la montée de Hitler au pouvoir, que pendant la guerre les démocraties alliées ont refusé obstinément de venir en aide aux Juifs (4), qu'elles sont donc au moins en partie responsables des massacres; il est indispensable de disculper les Etats démocratiques de tous leurs crimes, leurs massacres, leurs génocides, de les nier ou au moins de les banaliser, de les relativiser: Que dire donc de ces démocrates sinon qu'ils sont, eux aussi, comme tous les idéologues de la bourgeoisie, d'authentiques négationnistes?

RAS L'FRONT DANS L'EMBARRAS

Le deuxième «mensonge» dont nous accuse Ras l'front est d'affirmer qu'«il n'y a pas eu préméditation de l'extermination». Le lecteur doit savoir que cette question a longtemps divisé les historiens bourgeois; certains, appelés «intentionnalistes», soutenaient que Hitler et les nazis avaient dès le début l'intention de massacrer les Juifs et qu'ils n'ont fait que suivre un plan prémédité dès l'époque de «Mein Kampf». Pratiquement plus personne parmi les historiens sérieux n'adhère aujourd'hui à cette conception. Nous avons déjà eu l'occasion à cet égard de citer l'ouvrage récent d'un professeur israélien - pas le moins du monde bordiguiste ni marxiste - qui affirme que l'émigration des Juifs était l'objectif premier du régime nazi jusqu'à l'automne 41, et que ce n'est que lorsque cette émigration se révéla impossible que le régime se tourna vers leur massacre (5). Encore un menteur?

En fait Ras l'front lui-même se trouve bien embarrassé pour étayer ce qu'il affirme être un «fait têtue et gênant»; les rares éléments qu'il fournit se retournent en effet contre lui: «Le souci productif fera peu à peu son apparition (1941: premier accord entre les SS et les industries allemandes comme IG Farben pour disposer des déportés comme main d'oeuvre)»; «Mais Maidanek et surtout Auschwitz, énormes centres industriels, furent la preuve que l'extermination pouvait côtoyer l'exploitation du travail forcé: l'élimination des faibles, vieillards, femmes, enfants ne laissait subsister que la force de travail». Le moins qu'on puisse dire est que cette fameuse préméditation de l'extermination, réalisée «selon un plan scientifique-ment établi et suivant une procédure industrielle», est bien longue à se mettre en oeuvre et sa réalisation est bien chaotique (les premières déportations de Juifs datent de 1938, tandis que, selon le tract les premiers massacres ne commencent que 3 ans plus tard dans un premier camp, leur début dans les autres camps s'échelonnant jusqu'en juin 44).

Ne sachant comment se dépêtrer de ces contradictions, «Ras l'front» recopie - mal - à tout hasard un passage où Vidal Naquet,

(Suite en page 4)

Nouvelles attaques contre «Auschwitz ou le grand alibi»

(Suite de la page 3)

répondant à une autre polémique, explique qu'«un système totalitaire (...) n'est pas un organisme fonctionnant tout uniquement (sic) sous la conduite d'un chef. Dans l'Allemagne nazie, la Gestapo, le Ministère des Affaires étrangères, le Ministère des territoires occupés formaient autant de clans qui n'avaient ni les mêmes intérêts, ni la même politique (...)». La remarque de Vidal Naquet n'est pas fautive, à ceci près qu'il ne cite que quelques «clans» de l'appareil d'Etat, sans identifier les intérêts économiques déterminants qui, dans un système démocratique tout autant que dans un système totalitaire, sont à l'origine de ces divers clans et qui sont, en dernière analyse, les véritables décideurs des actions de l'Etat. En tout cas bien malin qui pourrait dire en quoi ce passage peut étayer la thèse de la préméditation du massacre des Juifs par les nazis...

RAS L'FRONT DÉFENSEUR DU CAPITALISME

Venons-en donc à notre troisième «mensonge», qui est de fournir «une explication prétendument "matérialiste" et économiste du génocide». Nous mettons en gras la phrase qui suit, à défaut de pouvoir l'encadrer, car en quelques mots elle définit parfaitement ce qui distingue radicalement le marxisme de toutes les idéologies, quelles qu'elles soient:

«Autrement dit, selon la brochure, il ne faudrait pas rechercher les racines du génocide dans le domaine des idées, mais dans le fonctionnement de l'économie capitaliste et dans les maux qu'il engendre». Pour une fois, «Ras l'front» a parfaitement saisi ce que nous disons! Et il s'en indigne aussitôt:

«On comprend bien le danger de cette théorie. Il (?) équivaut à nier le caractère raciste et antisémite du génocide et donc son caractère exceptionnel de crime contre l'humanité. Expédiés le racisme, les idées d'extrême-droite et la haine des Juifs. Le génocide n'est aucune manière l'expression d'une idéologie.

L'argument est pernicieux. Il ne s'agit pas en soi de la négation des faits, c'est-à-dire de l'extermination, mais de l'explication raciste et antisémite du génocide. Il ne serait qu'une conséquence du fonctionnement capitaliste, un moyen de régulation du capitalisme.

Aucun de ces arguments ne tient pourtant la route» (6).

Nous ne doutons pas que les petits-bourgeois démocrates de «Ras l'front» ont bien compris, comme ils l'assurent, le danger d'une position pernicieuse au point de désigner comme coupable des crimes commis par les nazis, non des idées, une idéologie, mais le capitalisme lui-même: car le capitalisme, c'est le système économique qui assure leur existence et leur statut social. C'est pourquoi ils déclarent celui-ci non coupable; c'est bien parce qu'ils craignent avant tout une lutte véritable contre le capitalisme, contre son fonctionnement et contre les maux qu'il engendre, qu'ils en appellent à une simple lutte contre des idées, contre des idéologies: ces antifascistes idéalistes, comme tous les idéologues, ne sont rien d'autre que des défenseurs du capitalisme!

ANTIFASCISME ET LUTTE ANTICAPITALISTE

Pour terminer, «Ras l'front» revendique la lutte contre le fascisme, «danger majeur pour les salariés, les femmes, comme pour les exclus, les minorités (les immigrés...) et le mouvement ouvrier. Ils sont les premiers

à en souffrir» alors que nous dénoncerions mensongèrement, dans l'antifascisme «un piège pour tous ceux qui luttent»:

«Les conséquences plus lointaines de cette théorie étant bien évidemment qu'il ne sert à rien de lutter contre le fascisme, contre les idées d'extrême-droite. Le fascisme en tant que programme (?) n'existerait pas, ne correspondrait à aucune forme politique déterminée (?). Les nazis ne seraient donc qu'un "détail" de l'histoire du capitalisme et de l'impérialisme... Autant d'arguments qui impliquent, de fait, une banalisation de cette période de l'histoire et des catégories politiques (sic) que constituent ces régimes»

Autant d'arguments qui sont des inventions de «Ras l'front». Expliquer que le fascisme est l'une des formes de la domination du capital - la forme de la dictature ouverte, de la lutte sans quartiers de la bourgeoisie contre le prolétariat - n'implique évidemment pas qu'il ne servirait à rien de lutter contre le fascisme, surtout si par fascisme on n'entend pas seulement «des idées d'extrême-droite» mais des forces politiques organisées par la bourgeoisie pour s'attaquer aux organisations prolétariennes, briser les grèves, terroriser les travailleurs, en collaboration avec les forces de répression légales. Mais cela implique que la lutte contre le fascisme ne peut se mener avec l'objectif de maintenir et de consolider une autre forme de la domination du capital - la démocratie - et en alliance avec les partisans de celle-ci. Si elle ne veut pas être illusoire, la lutte contre le fascisme doit être une lutte contre le capitalisme et doit se mener sur une base de classe.

L'antifascisme démocratique, qui se présente comme une lutte commune à tous, c'est-à-dire une lutte inter-classiste, autour de la défense de la forme démocratique de l'Etat et du régime bourgeois, est, lui, bel et bien un piège mortel pour les prolétaires en lutte. C'est justement parce que, au contraire de «Ras l'front» et cie, nous ne banalisons pas ce qu'a représenté le fascisme (qui n'était pas un programme, mais un mouvement politique au service de la conservation sociale), parce que nous nous efforçons de ne pas oublier les terribles leçons du fascisme et de la lutte contre lui, que nous ne crions pas tous les matins depuis 50 ans au danger fasciste et que nous dénonçons ceux qui depuis 15 ans s'emploient à engluer encore davantage les prolétaires dans le démocratisme au nom d'une lutte - essentiellement électorale et «d'idées» - contre le Front National.

Non, aujourd'hui, le danger majeur pour les salariés, les femmes, les exclus, les minorités, etc. - disons: les prolétaires, ce n'est pas le fascisme! Ce n'est pas le Front National qui expulse les prolétaires immigrés, qui licencie, qui s'attaque aux retraités, qui fait baisser les salaires réels, qui renforce la police et couvre ses crimes, mais bien les amis démocrates de «Ras l'front»!

Le danger majeur, c'est le capitalisme, son Etat démocratique et les forces politiques, grandes ou petites, au gouvernement ou non, parlementaires ou extra-parlementaires, qui se donnent la tâche de le servir et de duper les travailleurs! Le danger majeur, c'est la persistance de la collaboration des classes, alimentée par l'action conjointe de l'opportunisme politique et syndical et du réseau capillaire des institutions démocratiques, qui paralyse le prolétariat et l'empêche de réagir efficacement à l'aggravation continue de son exploitation et à la détérioration croissante de sa situation.

«Ras l'front» et cie fournissent leur contribution au maintien de cette asphyxiant collaboration des classes, en s'efforçant de maintenir en fonction le vieux piège de l'anti-fascisme démocratique. C'est la raison pour laquelle ils combattent ceux qui dénoncent cette escroquerie et qu'ils essaient d'empêcher la diffusion de leurs positions. Derrière ce qui peut apparaître encore pour une simple et obscure lutte d'idées, ce sont en réalité des positions de classe irréconciliables qui sont en jeu et qui sont destinées à se résoudre demain dans l'affrontement social ouvert.

Alors tous les prolétaires verront Ras

l'front de l'autre côté de la barricade, du côté des bourgeois, «fascistes» et «démocrates» enfin réunis...

(A suivre)

(1) Tract «rédigé par des militants de Ras l'front 18». Tous les passages en italique qui suivent sont, sauf affirmation contraire, tirés de ce tract.

(2) Cette curieuse précision n'est pas faite par hasard: elle a pour but, non de nous refuser une discussion démocratique que nous n'avons jamais envisagé de lui proposer, mais de dissuader les propres militants et sympathisants de «Ras l'front» de prendre connaissance de nos positions et d'en discuter, de la même façon que les staliniens traitaient les révolutionnaires d'«hitlériens», de «provocateurs fascistes», etc., afin d'empêcher tout contact avec ceux-ci, et de justifier leur mise à l'écart expéditive. On pourrait citer ainsi la fière réplique d'un militant de Ras l'front dans une réunion parisienne à la question de savoir s'il avait lu la brochure qu'il venait de dénoncer dans son intervention: «je ne lis pas la littérature de merde!»

(3) cf P. Vidal Naquet, «Les assassins de la mémoire», La Découverte, 1995. Historien spécialiste de l'antiquité grecque, Vidal Naquet qui est aussi directeur des Archives Juives de Paris, est un intellectuel de gauche célèbre.

(4) La brochure relate l'affaire de Joël Brandt qui, avec l'accord de Himmler, avait tenté sans succès d'intercéder auprès des autorités alliées pour qu'elles sauvent des Juifs (il s'agissait de négocier l'exil d'un million de Juifs). Vidal Naquet essaye de relativiser cette affaire en y voyant simplement une manoeuvre du chef SS qui sentait la guerre perdue. S'il est évident qu'il y avait une manoeuvre, il est tout aussi évident que les Alliés ont froidement refusé d'accueillir le moindre de ces Juifs! Nous renvoyons à notre article sur le n° 440 de ce journal où sont reportés d'autres faits du même genre, accablants pour les «Démocraties».

(5) Yehuda Bauer, «Juifs à vendre?», Ed. Liana Levi, 1996. Cité dans le «Proletaire» n° 440. Le professeur ajoutait aussi, comme notre brochure, que même une fois le massacre commencé, les nazis auraient pu changer de politique: ils ont fait des ouvertures auprès des Alliés pour faire émigrer les Juifs contre diverses contreparties; mais si

les Juifs étaient à vendre par les Nazis, personne, en face, dans le camp des Démocraties, n'en voulait!

(6) Le tract continue en avançant, pour réfuter notre analyse en termes de classes, les arguments suivants:

1) «la plupart [des Juifs] étaient ouvriers ou salariés». Nous avons déjà répondu à une affirmation de ce genre, avancée par le groupe «Mouvement Communiste» en montrant qu'elle est contraire à la vérité: voir «Le Proletaire» n° 444;

2) Les Tsiganes, homosexuels et handicapés n'appartenaient pas à la petite-bourgeoise, et pourtant ils ont été persécutés et massacrés. Mais c'est bien à notre avis la raison pour laquelle l'hostilité envers ces groupes n'a jamais pris l'ampleur, le poids social et le rôle politique de l'antisémitisme. Par ailleurs, que devient, avec cette constatation, l'affirmation de Ras l'front sur le rôle exclusif de l'idéologie antisémite dans les massacres des Nazis?

3) On peut se demander pourquoi le grand capital n'en a pas profité pour éliminer toute la petite bourgeoisie (!). Et bien tout simplement parce qu'éliminer toute la petite bourgeoisie, à supposer que cela eut été possible (qui l'aurait fait?), aurait laissé la grande bourgeoisie seule, sans aucune couche-tampon face au prolétariat. Le grand capital avait besoin d'utiliser la petite bourgeoisie, après avoir détourné sa colère sur le bouc-émissaire idéal que constituait le concurrent Juif, comme troupe de choc contre le prolétariat déboussolé mais encore organisé (pour motiver ces petits bourgeois enrégimés, tenaillés par la crainte d'être déclassés, qu'étaient les militants nazis, la lutte de classe, le marxisme, etc., étaient dénoncés comme inventions juives); puis de l'utiliser pour encadrer la mobilisation générale, dans l'économie de guerre et dans la guerre elle-même, de la classe ouvrière et des masses laborieuses au nom de la patrie et, au delà de la patrie, puisque le Reich englobait plusieurs nations, au nom de la race allemande. C'est pourquoi l'antisémitisme a continué à jouer pendant la guerre le rôle de mobilisation idéologique qui avait si bien servi au grand capital dans la période précédente. La guerre était présentée par la machine de propagande nazie comme une action vitale de défense pour la race allemande contre les actions hostiles de la race juive: c'était une explication qui satisfaisait parfaitement la base et les cadres de l'appareil nazi.

Après les négociations sur l'Unedic Les prolétaires ne peuvent compter que sur leur lutte!

(Suite de la page 1)

emplois jeunes instaurés par le gouvernement de gauche. Tout cela est vrai: le régime actuel de l'indemnisation du chômage est tout sauf satisfaisant pour les prolétaires, et sa simple «défense» contre les projets de réforme patronaux reviendrait à accepter l'inacceptable; le besoin pressant est l'amélioration de cette indemnisation, sa généralisation à tous les chômeurs, l'amélioration de tous les «minima sociaux»; ces revendications ne pourront jamais être satisfaites par des négociations feutrées avec les patrons et les représentants de l'Etat bourgeois: elles devront leur être imposées, par une lutte d'ampleur, mobilisant au coude à coude travailleurs embauchés et sans-emploi.

Ce n'est bien sûr pas cette voie là qu'ont choisi les syndicats qui ont refusé de signer la nouvelle convention. Si la CGT, FO et la CGC n'ont pas voulu prendre la responsabilité de ratifier ce projet, ce n'est pas par refus de principe (sinon ils n'auraient pas discuté pendant des mois sur les propositions patronales, acceptant sinon la totalité, du moins l'esprit général de ces réformes), mais par crainte des réactions proléta-

riennes face à une acceptation aussi claire des volontés patronales. Ils affirment d'ailleurs tous leur attachement au «système paritaire», c'est-à-dire à la cogestion avec le patronat du système d'indemnisation du chômage qui a abouti au résultat mirobolant que nous connaissons et dont CFDT et MEDEF se payent aujourd'hui le luxe de pointer les inconvénients pour les prolétaires! La collaboration de classes ne peut aboutir à rien d'autre qu'à sacrifier les intérêts prolétariens devant les intérêts de la classe dominante.

Il serait donc parfaitement absurde de croire ou de faire croire que ces syndicats, spécialistes de la collaboration des classes et donc de la trahison des intérêts ouvriers, puissent soudainement manifester une opposition résolue aux revendications patronales et représenter une défense véritable des intérêts des chômeurs. C'est pourtant ce qu'avait fait Lutte Ouvrière en proposant à ces syndicats et au PCF une rencontre pour discuter d'une journée de manifestation contre le projet patronal (1). Blondel d'ailleurs a vendu la mèche en déclarant que le patronat aurait dû «négocier avec moins d'intolérance», accepter par exemple la proposition de

Amadeo Bordiga De l'économie capitaliste au communisme (fin)

(Suite de la page 1)

les intérêts des capitalistes ne soit plus protégés par la force armée de l'Etat, mais qu'il y ait à l'inverse des forces organisées qui fassent respecter les intérêts prolétariens.

LA SOCIALISATION

Et cette tendance à regarder dans l'organisation de l'entreprise, nous devons l'orienter vers la conscience générale de la classe prolétarienne qui doit parvenir unie à diriger l'ensemble du système politique et social: car ce n'est que lorsque cette force sera concentrée entre les mains des phalanges révolutionnaires qu'il sera possible de commencer à briser les chaînes de l'exploitation et à aller vers l'émancipation de l'humanité. Le contrôle ouvrier est donc pour nous une étape, qui suit la conquête du pouvoir politique, vers la gestion sociale, collective, de l'industrie, de ces grandes entreprises productives, qui nous permettra de faire un grand pas vers le socialisme. Ce grand pas sera la proclamation que tout droit au commerce libre des produits industriels est désormais supprimé, que les produits de l'industrie ne sont plus vendus, ne sont plus achetés par des personnes privées, mais que c'est la collectivité qui en administre et en dirige centralement la circulation; c'est pourquoi un des signes extérieurs pratiques de cette phase est la suppression de la tarification des transports ferroviaires des marchandises, car il est inconcevable que des marchandises voyagent pour le compte de personnes privées: si dans l'ancien régime capitaliste la marchandise voyageait peut-être pendant des milliers de kilomètres pour réaliser de plus grands profits, cela ne se produit plus désormais. Une administration centrale rationnelle existe alors, qui cherche à parvenir au meilleur résultat avec un minimum de moyens, à l'utilisation la plus efficace des transports, obtenant ainsi l'un des plus grands avantages qui découlent de l'administration centrale des énergies productives.

En même temps, les services publics qui, sous le régime bourgeois, sont déjà exercés par l'Etat, perdent leur caractère d'entreprise spéculative. L'industrie étatique du prolétariat leur consacre une partie des ressources de son activité économique générale, de

façon à rendre ces services complètement gratuits: suppression des tarifs des chemins de fer, des tramways, de la poste, de l'abonnement à l'électricité, de la distribution de l'eau, du gaz, du téléphone, etc. Toutes les ressources indispensables à la vie moderne se concentrent au fur et à mesure que l'Etat prolétarien arrive à diriger et à gérer toutes les activités industrielles; nous nous dirigeons ainsi vers le socialisme, dans la mesure où en même temps l'Etat prolétarien devient dans une très grande mesure le dépositaire - nous y reviendrons - des produits agricoles nécessaires à l'alimentation, et leur distributeur. Dans un premier temps cette distribution se fait encore sous forme de paiement en monnaie à ceux qui travaillent, ensuite sous forme de paiement en bons de travail, enfin par la fourniture directe des denrées à travers les entrepôts d'Etat; et c'est ainsi que s'instaure le principe fondamental du salaire en nature. Au fur et à mesure que ces entreprises entrent dans le mécanisme de la socialisation, l'Etat collectif, qui devient celui qui dispose de tous les produits, devient également celui qui distribue, non plus selon le vieux principe du salaire proportionnel au travail, à la qualité et à la quantité de celui-ci, mais selon le principe du salaire sinon déjà proportionnel aux besoins, du moins assurant la répartition équitable à tous de ce qui est indispensable pour vivre. Cette répartition tient donc compte de tous ceux qui ne travaillent pas, non pas parce qu'ils ne le veulent pas ou parce qu'ils appartiennent aux anciennes classes parasitaires, mais parce qu'ils constituent cette partie de la collectivité qui, légitimement, ne travaille pas: femmes enceintes ou qui élèvent leurs enfants, malades, déments, et aussi ceux qui se trouveraient sans travail en raison des difficultés de résolution de la crise économique. Nous avons donc la mise en pratique de cette grande conception socialiste qui change complètement le mode de rétribution du travail, et qui est rendue possible par la socialisation de la grande partie de l'activité économique que constitue l'industrie.

LA RÉVOLUTION ET L'ÉCONOMIE AGRAIRE

Mais, en réalité, la condition pour que ce système de gestion communautaire puisse

fonctionner, est, sinon d'avoir introduit le socialisme dans l'agriculture, mais au moins de s'en être grandement approché, par phases successives, sur ce terrain difficile, bien plus compliqué que l'industrie.

L'attitude de l'Etat prolétarien face à l'économie agricole est un problème fondamental pour la révolution; cela a été un problème central en Russie, étant donné que l'économie de ce pays n'est pas dominée par le facteur industriel, mais par la production agricole. Le problème agricole aura une importance significative aussi chez nous qui vivons dans un pays agricole. Et c'est le terrain où les erreurs sont les plus répandues.

Il n'est pas possible de faire un exposé complet du sujet; mais, pour être bref, il faut avant tout souligner qu'en examinant quelles sont les tâches de la révolution économique par rapport à l'état où se trouve la production agricole, nous ne devons jamais perdre de vue notre conception fondamentale: la socialisation est la mise à la disposition de la collectivité des moyens de production et des produits qui existent sous la forme de grandes unités de production complètes, organisées, où règnent la spécialisation et la division du travail.

Quand nous nous trouvons face à une agriculture développée, sur de grands domaines où le travail du cultivateur est spécialisé, alors nous pouvons passer selon les mêmes principes, de la gestion privée à celle de l'Etat prolétarien. Mais quand ce n'est pas le cas, et c'est encore la plupart du temps très loin de l'être, il est impossible de songer à une socialisation immédiate. En ce qui concerne les grands latifundiums à caractère encore féodal, cultivés par de petits paysans, nous ne pouvons parler de les socialiser, parce que ce ne sont pas réellement des «grandes entreprises»: ce sont de grandes propriétés du point de vue juridique, mais pas du point de vue technique et économique. Il s'agit en réalité d'une masse de petites entreprises, constituées par les familles de paysans qui ont loué leur lopin de terre, et soumises à l'exploitation unique du latifundiste; mais cette unité d'exploitation n'est pas une condition suffisante pour parler d'une production organiquement collective. Le premier acte à accomplir dans ce cas est donc de libérer de cette exploitation le travailleur de la terre.

Nous ne sommes pas encore au stade où il est possible de passer de la disponibilité privée des produits à leur disponibilité collective; nous disons au contraire: le paysan peut disposer complètement de son entreprise et de ses produits. On déclare donc qu'on lui donne la terre, qu'on le rend propriétaire

du lopin sur lequel il a toujours travaillé. Il ne s'agit cependant pas d'une véritable propriété au sens juridique, mais plutôt d'une autre forme de propriété, représentant l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme; cette forme n'est pas compatible avec la centralisation des activités productives, autre critère essentiel: en effet, s'il est possible de centraliser la production de dix, cent, mille grandes entreprises, cela est impossible quand nous nous trouvons face à des millions de petits lopins distincts qui ne peuvent pas être gérés par un organisme central. Il faut donc laisser ces lopins à la disposition du paysan individuel, lui laisser ce qu'il lui faut en lui demandant seulement de donner une quote-part du produit pour l'alimentation de la population non agricole (1).

L'ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE AGRAIRE

C'est le grand problème auquel fait face aujourd'hui la Russie, et je n'ai pas eu la moindre prétention d'esquisser le cadre de la révolution russe au cours de l'exposé général que je viens d'ébaucher ici. Mais c'est précisément le problème de l'intégration dans l'économie collective de l'exploitation des petites entreprises paysannes isolées qui se pose dans ce pays.

Ce problème est extrêmement grave pour la Russie, parce qu'il s'agit d'un pays majoritairement agricole; et à ce problème la seule solution qui, comme Lénine l'a dit dans son magnifique discours, n'est pas encore le socialisme, mais le pré-socialisme, est la suivante: l'Etat dit au paysan: tu ne peux pas vendre, le commerce des produits agricoles est supprimé, et tout ce que tu produis au-delà de la consommation de ta famille, tu dois me le donner, à moi l'Etat.

Mais pour cela, l'Etat prolétarien doit avoir organisé la production industrielle sur des bases telles qu'il puisse déclarer au petit paysan: je vais te donner tous les produits qui ne sont pas issus de la terre et dont tu as besoin. Pour y arriver, l'Etat prolétarien doit avoir réorganisé l'industrie, et pour réorganiser l'industrie, les travailleurs doivent pouvoir manger, la récolte doit être bonne; pour avoir une bonne récolte, il faut qu'une grande partie des travailleurs ne soit pas les armes à la main, dans la défense du nouveau régime face aux assauts de la réaction; voilà le terrible problème, voilà la terrible tragédie dans laquelle se trouve le prolétariat russe. Les opportunistes se servent de cette situation pour attaquer le principe fondamental

(Suite en page 6)

Négociation sur l'Unedic ...

F.O. basée sur le volontariat, et il aurait eu la signature «d'autres organisations syndicales»...

FRONT RÉFORMISTE CONTRE LA LUTTE OUVRIÈRE

Après le refus gouvernemental un certain nombre de personnalités de la «gauche de la gauche» ont lancé un appel à des états-général sur l'Unedic; en sont signataires des représentants de la CGT, de la CGC, du PCF, des fédérations CFDT d'opposition, des organisations de chômeurs (ACI, MNCP, CGT-chômeurs), de la gauche du PS (extrotskyistes) et de la LCR (vrais sociaux-démocrates). Dans le charabia insipide du collaborationnisme post-stalinien le plus endurci, après avoir salué le refus du gouvernement de la gauche plurielle de signer l'accord et après avoir appelé à une nouvelle négociation entre les partenaires sociaux (!), ce texte propose de «viser une progression profonde des institutions sociales» (...). «Il s'agit au total d'avancer dans une refondation de l'Unedic et de ses relations avec les services publics de l'emploi et de la formation, pour sécuriser les privés d'emploi et non les précariser. (...) C'est pourquoi nous appelons les responsables d'organisations

et experts de ces questions (!), mais aussi tous les salariés actuels ou potentiels et tous les citoyens, à... [la lutte? Vous rêvez!] amplifier le débat qui a commencé. Ce débat pourrait déboucher sur l'organisation d'états-général pour l'amélioration de l'indemnisation et le retour à l'emploi stable, avec la participation de tous les acteurs concernés, des organisations syndicales, des associations de chômeurs, des élus du suffrage universel» (3). Ce n'est qu'un début, continuons le débat!

Ce genre d'initiatives grotesques a l'avantage d'illustrer la réalité du front réformiste opposé à la lutte ouvrière qui va du gouvernement de gauche aux trotskystes, des grandes centrales syndicales de collaboration des classes aux petites organisations de chômeurs (et dont font aussi partie des organisations qui sont suffisamment habiles pour ne pas se compromettre aussi grossièrement).

Ceux qui proposent ou qui acceptent que les intérêts ouvriers, les besoins vitaux prolétariens, soient décidés par la discussion des «partenaires sociaux» tout comme dans le système actuel qu'ils veulent seulement améliorer, par le débat démocratique entre tous les citoyens, ceux-là sont des adversaires des prolétaires. Les prolétaires ont des intérêts communs, de classe, qu'ils doivent défendre contre les autres classes sociales. Le patronat n'est pas un «partenaire social», il est l'ad-

versaire de classe; l'Etat et ses institutions, son Service Public, est un Etat de classe, anti-prolétarien. Les Institutions sociales et les organismes paritaires ont pour fonction de prévenir la lutte prolétarienne en instituant la collaboration entre les classes.

Les réformistes, de gauche ou d'«extrême-gauche», agitent devant les yeux des travailleurs la perspective qu'un développement de ces institutions de collaboration des classes est possible et qu'il permettrait de mettre fin, sans efforts, sans douleurs, à la dégradation de leurs conditions de vie et de travail. Mais c'est une illusion fantastique. En France, comme dans les autres pays, le capital a besoin d'augmenter ses profits, d'augmenter l'exploitation des travailleurs, de faire disparaître les concessions qu'il avait accordées autrefois aux prolétaires (et qui n'étaient que des miettes de ses profits), de généraliser le retour à la précarité, à la flexibilité de la main d'oeuvre.

Voilà quel est le sens véritable de la volonté du patronat d'aller vers une refondation sociale. Et devant cette tendance fondamentale, en action depuis des années, et qui s'est déjà traduite dans les cadres des institutions paritaires par la détérioration continue des conditions des chômeurs, non seulement acceptée, mais rendue possible par les syndicats, il n'y a qu'une solution pour les prolétaires:

le retour à la lutte réelle, à la lutte ouverte avec des méthodes et des moyens classistes, le retour à la lutte indépendante de classe impliquant la refondation de ses organisations de classe, de défense économique et de lutte politique. Perspective difficile, mais seule réaliste.

Seule la lutte paiera!

(1) Communiqué du 22/6. L.O. espérait réaliser la même opération que l'automne dernier où, avec la LCR, elle avait participé à la fameuse manifestation-procession du PCF, organisée comme diversion à une lutte réelle, mais qui lui avait permis une sorte de reconnaissance officielle (enfin!) par le PCF: reconnaissance de ne plus être un adversaire, mais un compère dans la même besogne anti-prolétarienne.

(2) cf «Le Monde», 27/7/2000.

(3) cf «Le Monde», 9/8/2000. Le quotidien écrit que cet appel, qui est similaire aux positions émises par F.O., «a le double mérite de venir appuyer le choix politique fait par Mme Aubry (...), au moment où des voix s'élèvent au sein du PS pour critiquer [cette décision - qui n'est certainement pas été de la responsabilité de la seule Aubry, NDIR]. De même, pour la direction de la CGT, il permet de couper l'herbe sous le pied aux attaques (...) à la politique (...) de bonne entente avec Nicole Notat».

De l'économie capitaliste au communisme

(Suite de la page 5)

de la révolution: ils devraient comprendre toute la honte qu'il y a dans ce genre de spéculations. Ils devraient rougir d'être incapables de saisir le caractère grandiose de l'effort que le prolétariat russe, seul, accompli au nom du prolétariat du monde entier, qui diffère encore le moment de saisir les armes pour aller à son secours.

Pour revenir au sujet qui nous occupe, dans la première période qui suit la victoire prolétarienne, on constatera qu'une économie de petit capitalisme agraire vit aux flancs de l'industrie socialisée. Cela pourrait apparaître comme un accommodement, un opportunisme. Rien de plus faux! C'est la conséquence légitime d'une situation réelle, telle que l'envisage la perspective critique marxiste complète du passage de l'économie du régime bourgeois au régime socialiste. Ce passage, ces complications qui se présentent dans la construction de la nouvelle économie socialiste, sont la confirmation de la justesse de la thèse fondamentale selon laquelle, même pour un début de réalisation de la plus petite des innovations, il est indispensable de s'être emparé de tout le pouvoir politique, au travers d'une lutte ouverte, sans quartier, contre la bourgeoisie. Ces complications ne remettent donc pas en cause la thèse fondamentale de l'Internationale Communiste, à savoir la conquête du pouvoir.

En conséquence, camarades, cette forme antérieure à la phase où l'Etat prolétarien pourra fournir au paysan tout ce qu'il lui faut en produits non agricoles, se caractérise par un entrelacement entre petit capitalisme agraire et socialisation des grandes entreprises, où le paysan consomme une partie des produits du sol, donne une autre partie à l'Etat; et la dernière partie, il peut l'écouler, la vendre sur le marché, il peut encore l'échanger contre des produits que l'Etat lui-même lui donne à partir de ses magasins, contre des produits d'autres paysans qui produisent d'autres denrées ou contre des articles de la petite production qui n'est pas encore passée sous contrôle de l'Etat.

Voilà le stade où se trouve aujourd'hui le problème en Russie.

Mais sans nous arrêter sur ce qui se passe en Russie, nous voyons que nous aurons fait un grand pas en avant quand nous pourrions dire: la production industrielle de l'Etat prolétarien s'est organisée au point où elle peut fournir aux paysans ce dont ils ont besoin; à ce moment là il n'y a plus de raison de laisser à leur disposition leur propre produit et l'Etat réclame tout ce que le paysan produit au-delà de sa consommation. Le moment viendra où l'Etat prendra la totalité du produit, de la même façon que l'Etat prend à l'ouvrier de la fabrique de chaussures socialisée tout le produit et lui fournit pour ses besoins personnels des chaussures qui viennent peut-être d'une autre usine. Arrivera le moment où l'Etat centralisera le stockage de tous les produits agricoles. Ce moment viendra sans aucun doute, mais ce ne sera pas possible tant que la période de la petite entreprise n'aura pas été dépassée. Vous imaginez-vous l'énormité de la comptabilité administrative d'un Etat prolétarien qui devrait tenir les comptes de millions de petites entreprises n'ayant chacune qu'une production infime? Ce serait une absurdité. Le mécanisme bureaucratique qui devrait être mis en place serait si encombrant qu'il compromettrait tous les progrès économiques par rapport à l'économie privée.

Nous n'arriverons donc à ce stade que lorsque la petite entreprise aura été transformée en grande, quand toute l'agriculture aura été industrialisée; et pour y arriver il faudra une intensification supplémentaire de la production industrielle; il faudra que l'industrie, la science, aient une énergie bien supérieure à ce qui était le fonctionnement ordinaire de la production des articles manufacturés utiles à l'humanité, et que cette énergie supplémentaire soit utilisée à rénover la technique agricole, chose qui ne sera jamais possible dans le cadre du capitalisme

et de ses entreprises. C'est l'Etat entrepreneur qui fera pénétrer les grandes découvertes de la technologie et de la biologie dans le domaine de l'agriculture et qui rénovera de fond en comble un système productif agricole qui rappelle encore aujourd'hui celui des peuplades primitives qui ont vécu à la surface du globe.

C'est donc seulement dans ce stade ultérieur que s'imposera la supériorité de la grande entreprise agricole sur la petite; les petites entreprises fusionneront en grands domaines collectifs appartenant à l'Etat qui disposera de tous les produits et qui établira les mêmes rapports que ceux établis avec les ouvriers de l'industrie socialisée. Voilà donc encore un autre stade.

Nous entendons parfois les réformistes de notre pays dire: nous, nous sommes partisans de la grande entreprise, et non de la petite, alors que la Russie a morcelé l'entreprise, a créé la petite propriété. C'est très facile de se déclarer partisan de la grande entreprise; mais, pour arriver à une grande entreprise, il faut des bâtiments, un système d'irrigation, des engrais, des machines... bien davantage que les formules creuses d'un quelconque discours parlementaire!

L'opinion de nos réformistes, qui ajoutent à leur bassesse une incommensurable ignorance, doublée d'une suffisance tout aussi exceptionnelle, ne fait pas progresser d'un millimètre la solution du problème agricole. Au parlement ils ont commis une bévue colossale: sans même que les députés bourgeois, encore plus bêtes qu'eux, s'en aperçoivent complètement, ils ont affirmé que le latifundium russe était une grande entreprise, qui aurait été remplacée par la petite entreprise sauvage et barbare existant aujourd'hui dans la Russie des Soviets. Ils voudraient ainsi jeter le doute sur la grandeur de cette révolution qui franchit les limites du capitalisme, qui appelle le prolétariat agraire exploité et exténué d'Europe orientale et d'Asie, à une fraternité d'objectifs aux côtés des grandes masses prolétariennes de l'industrialisme occidental, qui unit tous les opprimés dans une grande oeuvre de démolition de l'exploitation.

LA VOIE DIFFICILE DE LA VICTOIRE PROLÉTARIENNE

Voilà donc, camarades, le chemin de la

transformation économique qui nous conduira sur la voie du communisme, au long d'un développement s'étendant inévitablement sur des siècles, des millénaires, sur des périodes indéfinies, dans la mesure où pratiquement notre regard ne peut pas voir les limites auxquelles nous parviendrons. Après le chaos de l'économie capitaliste, l'harmonie de l'économie communiste, qui n'assure pas seulement la nourriture et l'habillement, mais qui donne tout: les écoles, l'instruction, l'éducation, l'art, les plaisirs sublimes de la fraternité humaine dans le travail, la joie de la recherche de nouvelles voies sur lesquelles sublimer l'effort des nouveaux frères de lutte; tout un monde vers lequel nous pouvons à peine élever nos regards pour nous reposer des nécessités de la dure bataille que nous vivons. Mais la thèse fondamentale, à laquelle sont arrivés les théoriciens en traçant cette voie lumineuse de l'émancipation du prolétariat, qui est consacrée dans le livre récent de notre valeureux camarade Boukharine, est la suivante: de même que l'appareil politique bourgeois doit être renversé, et qu'il faut construire sur ses ruines les mécanismes de la nouvelle machine d'Etat, puisqu'il est impossible de la modifier pacifiquement, sans heurts, sans secousses, de même en sera-t-il pour l'économie. En effet si cet énorme bouleversement qui passe par les phases que nous avons évoquées, s'appuie sur le grand développement capitaliste qui a puissamment augmenté les forces productives, il lui faut en même temps compter avec les terribles conséquences de la crise capitaliste; mais il doit prévoir en outre, et cela nous devons le faire savoir aux masses parce que nous ne sommes pas des démagogues ou des illusionnistes promettant le pays de Cocagne, il doit prévoir une autre conséquence terrible de la tragédie révolutionnaire: à savoir qu'il faudra briser sans hésiter aussi bien l'appareil d'Etat que le mécanisme de l'économie bourgeoise, même si cela signifie qu'avant d'avoir reconstitué le mécanisme prolétarien, il y aura une période de crise économique, de dépression, de misère et de sacrifices - parce que c'est l'unique voie qui mène le prolétariat sur la chemin de son émancipation.

De même que le mécanisme d'Etat bourgeois ne peut pas être utilisé tel quel et qu'il doit être brisé, de même le mécanisme économique doit être lui aussi brisé. Il en restera

le matériel technique, les machines, et la majorité des installations, étant donné que tout ne sera pas détruit dans les convulsions de la guerre civile, et il restera aussi l'expérience technique, les notions scientifiques; mais il faudra briser sans pitié toute la structure de la production, tout le mécanisme administratif, même si, pour des jours, des mois, des années, il faudra fermer les entreprises et voir les champs à moitié déserts. Car la consigne que l'Internationale Communiste lance au prolétariat est celle-ci: il n'y a pas d'autre alternative que la lutte pour la démolition d'un monde adverse afin d'en sauver les énergies nécessaires pour construire un monde nouveau, ou alors la mort lente, la mort par étouffement.

Ou bien cette mort lente des travailleurs, de leurs frères, de leurs enfants, qui serait la mort de l'humanité, ou bien la vie régénérée à laquelle nous accéderons à travers la lutte, à travers le combat suprême!

(1) Une étude détaillée de cette question se trouve dans la brochure «*La question agraire*» rédigée par Amadeo Bordiga à la même époque.

Pour une analyse théorique approfondie de la question agraire, le lecteur peut se reporter notamment aux «*Fils du temps*» consacrés à ce thème et qui ont été publiés dans le recueil des Ed. Iskra «*Mai la merce sfamerà l'uomo*», disponible à notre adresse. En français, voir: «*La question agraire. Rapports du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution communiste*», sur «*Programme Communiste*» n°69-70 (mai 1976)

«Marxisme et science bourgeoise»

Sous ce titre est parue une brochure qui contient les articles suivants: - *Marxisme et science bourgeoise, rapport à la réunion générale du parti de Turin (avril 68)*. - *Relativité et déterminisme (à propos de la mort d'Einstein)*. - *Article d'Amadeo Bordiga de 1955*. - *Religion, science, marxisme, article de 1959*. Brochure «*Le Prolétaire*» n° 22 (36 pages): 10 FF

L'impérialisme et l'Afrique

La C.N.U.C.E.D. (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement - tout un programme!), organisation onusienne qui s'occupe de l'aide aux pays dits «en voie de développement», vient de publier un rapport: «*Flux de capitaux et croissance en Afrique*». Le rapport dresse un bilan plutôt morose de l'aide accordée à l'Afrique au cours des décennies qui ont suivi l'indépendance: elle n'a pas abouti au développement économique qui était son but déclaré. Et le rapport de la CNUCED affirme que les volumes actuels de l'aide à destination de l'Afrique (environ 10 milliards de dollars par an) ne peuvent que perpétuer la dépendance des pays africains car ils ne sont pas suffisants pour servir de catalyseur à la croissance. Selon les experts de l'ONU, il faudrait doubler ces volumes pendant la décennie qui vient.

Une telle augmentation «*pourrait déclencher un cercle vertueux d'augmentation des épargnes nationales, de l'investissement et d'une croissance plus rapide de la région (...)*. La lassitude du donneur laisserait alors la place à l'enthousiasme de l'investisseur, les capitaux privés remplaçant progressivement les flux officiels».

Il faudrait que les donateurs, les organisations internationales comme les gouvernements africains revoient leur stratégie de développement, mettent l'accent sur les investissements dans les infrastructures et dans les services sociaux, reconnaissent le besoin d'un plus grand rôle de l'Etat et de l'établis-

sement d'Institutions, si l'on veut que le continent s'émancipe de la pauvreté et de sa dépendance par rapport aux donateurs.

Mais la question que la CNUCED a «oublié» de se poser, est celle-ci: les donateurs - les pays impérialistes, pour être clair - sont-ils vraiment motivés par l'objectif de faire disparaître la pauvreté et la dépendance des pays africains envers eux?

Il est vrai qu'il y a une «lassitude du donneur»: l'«aide» est en diminution de manière à peu près générale et un pays comme les Etats-Unis défend maintenant la politique du «*trade, not aid*» («du commerce, pas de l'aide»), à laquelle l'impérialisme français, premier pourvoyeur d'aide en Afrique, a répondu lors du dernier G8 (réunion des 8 pays les plus puissants), par la voix de Chirac: «de l'aide et du commerce». Chirac serait-il plus altruiste que Clinton, les financiers français plus généreux que leurs collègues américains?

Il n'en est rien. Contrairement à ce que prétendent tous les experts de l'ONU et toutes les ONG, l'«aide» accordée par l'impérialisme a fondamentalement pour objectif de maintenir la dépendance des pays bénéficiaires par rapport aux pays donateurs; même quand une fraction de cette aide, celle qui est montée en épingle par les médias, est utilisée ponctuellement pour répondre à une urgence humanitaire (et jamais pour éliminer les causes profondes de ces catastrophes), c'est pour en retirer des gains en terme d'influence ou pour des rai-

sons de maintien de l'ordre social. Pour conserver son influence sur ses anciennes colonies, pour rester le premier partenaire commercial de l'Afrique, l'impérialisme français a besoin d'y être le premier donateur d'«aide»: dans les régions du monde, et même dans les régions d'Afrique, qui ne «bénéficient» pas de cette «aide», la place (les parts de marché, l'influence politique) de l'impérialisme français est marginale, en ligne avec son poids réel dans l'économie mondiale. Cette fameuse «aide» est donc essentiellement d'une aide au maintien de sa domination impérialiste.

Une démonstration similaire pourrait être faite pour les autres impérialismes.

De leur côté, les Etats-Unis voient dans cette «aide» un obstacle à leurs intérêts; ils se font les champions de la libre concurrence et du libre marché, confiants dans leur supériorité économique qui leur permet d'économiser en grande partie les faux frais

SOUSCRIPTION PERMANENTE

3e liste 2000

Carcassonne: 30,00 / Eric: 50,00 / A la fête: 65,00 / Georg: 40,00 / Josés: 10,00 / Paris: 2400,00 / Roger: 300,00 / Strasbourg: 200,00 / Victor: 400,00 / Tony: 15,00

Total liste: 3.515 F
Total général: 16.099,25 F

L'impérialisme et l'Afrique ...

dont ont besoin les impérialismes plus faibles pour conserver leurs parts de marché. Si l'Afrique ne représente pour eux qu'une toute petite fraction dans leur activité économique globale, ils ne s'en désintéressent cependant pas, comme nous avons eu souvent l'occasion de le rappeler, en décrivant les heurts d'intérêts avec l'impérialisme français.

FASTES DE L'IMPÉRIALISME ENAFRIQUE

La dernière publication disponible sur les investissements directs (il ne s'agit donc plus d'«aide») en Afrique (1) donne des informations, sans doute incomplètes mais cependant intéressantes. Elle indique que de 1982 à 1996, selon le flot cumulé d'investissements (indice de l'«enthousiasme de l'investisseur»), le pays qui a le plus investi en Afrique est la Grande-Bretagne (4,9 milliards de dollars), suivi de la France (4,7): les vieux impérialismes coloniaux n'ont pas encore lâché prise, ni perdu tout intérêt pour le continent noir! Ils sont suivis,

à distance, par les Etats-Unis (3,2), puis l'Allemagne (1,4), le Japon (1,1), les Pays-Bas (1,07) et l'Italie (0,9), etc.

Un autre tableau est très intéressant: c'est la comparaison des bénéfices retirés des investissements extérieurs, selon les régions, même si, malheureusement, il ne concerne que les Etats-Unis (les bourgeois n'aiment pas trop donner de la publicité à ce genre de statistiques). Nous y lisons que l'Afrique (non compris l'Afrique du Sud, qui n'est pas classée dans les pays en développement) est la région du monde où les investissements américains engendrent le plus de profit! Par exemple, en 1996 (dernière année avec des chiffres complets), le «taux de retour sur investissement» avait été de 34,2% en Afrique, contre 19,3% en Asie, 12,8% en Amérique Latine, 15,3% en moyenne pour les investissements dans les pays en développement et 12,3% en moyenne pour l'ensemble des investissements dans les pays étrangers. Faut-il chercher ailleurs l'intérêt nouveau porté à l'Afrique par les Etats-Unis sous la présidence de Clinton, ses affirmations répétées qu'il ne devait plus y avoir de chasses gardées dans le continent?

Nous n'avons donc malheureusement pas de chiffres pour la Grande-Bretagne et la France, mais la même étude comporte un tableau de la «profitabilité» en 1995 des filiales étrangères des multinationales japonaises par région - ce qui donne une indication grossière de la rentabilité des investissements extérieurs. Alors que la profitabilité moyenne pour l'ensemble du monde n'était que de 1,9% (0,8% en Europe, 1,1% en Amérique du Nord), elle était bien supérieure en Asie de l'Ouest (zone traditionnelle d'influence de l'impérialisme nippon): 12,6%, ainsi qu'en Amérique Latine: 7,7%. Mais les investissements japonais en Afrique étaient également particulièrement rentables; en effet ce fameux taux y atteignait 5,7%: il était nettement supérieur à ceux de l'Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est (2,9%) et de la région Pacifique (1,9%), pourtant régions là aussi traditionnelles d'expansion de la puissance économique japonaise...

Bien entendu, les volumes des capitaux investis ne sont pas les mêmes, car il faut déjà un certain degré d'accumulation capitaliste pour que puissent s'investir des capitaux nouveaux: les marchés pouvant intéresser Toyota ou IBM sont plus étroits en

Afrique qu'en Europe et l'installation d'usines de ces entreprises au sud du Sahara ne serait guère rentable. Mais il découle néanmoins de ces chiffres que les impérialistes ne vont pas en Afrique par charité et qu'ils tirent de leurs investissements là-bas de très juteux bénéfices.

Le capitalisme occidental naissant avait trouvé dans la *traite* des noirs (la déportation et l'esclavage de millions de paysans africains, véritable génocide qui fit la fortune du commerce européen et jeta les bases de la puissance américaine) un incomparable stimulant; le vieil impérialisme pourrissant trouve dans l'exploitation des prolétaires noirs un puissant dopant qui l'aide à contrecarrer la maladie chronique de la chute tendancielle du taux de profit.

La liquidation, qui n'a déjà que trop tardé, de cet effrayant vampirisme devra être l'oeuvre de la révolte conjugée et unie des prolétaires d'ici et de là-bas contre le capitalisme mondial!

(1) cf «World Investment report», U.N.1998.

Cellatex, Adelshoffen, Forgeval...

La multiplication des signes de la colère ouvrière

Plusieurs conflits durs ont fait la une des médias au cours de l'été qui s'achève. Ce sont les 153 ouvriers restant de Cellatex dans les Ardennes qui ont donné le signal en menaçant de faire sauter les installations après l'annonce de la liquidation de l'entreprise, après 15 mois d'incertitudes (la mise en règlement judiciaire datait de mi-1999). L'usine, qui produisait de la viscosité pour l'industrie textile, occupée jour et nuit, est transformée en camp retranché; les ouvriers menacent d'empoisonner la Meuse ou de faire exploser les dépôts de produits chimiques s'ils n'obtiennent pas satisfaction. «Ce sont des gens qui n'ont rien à perdre» déclare le délégué du personnel: en effet dans la ville le taux de chômage est de 22%, et les emplois industriels dans le département se réduisent comme une peau de chagrin depuis les années 80 (fermeture des aciéries). Les ouvriers réclamaient donc essentiellement le maintien de l'emploi. Il semble que l'intervention de super-bonzes CGT (1), venus dire que l'usine n'avait pas d'avenir et que l'issue était l'obtention d'un «bon plan social» ait fait mettre l'accent sur d'autres revendications: une prime de licenciement de 150.000 F, la pré-retraite égale au salaire pour les plus de 50 ans jusqu'à l'âge de la retraite, une compensation totale des pertes de salaires en attendant de trouver un nouvel emploi pour les autres. Pour montrer leur détermination les ouvriers déversaient le 17 juillet quelques milliers de litres d'acide dans un affluent de la Meuse (2). En l'absence d'un mouvement de solidarité de classe, les pompiers sociaux organisaient une fausse solidarité interclassiste autour de la défense de l'emploi dans la région, mobilisant tous les partis et toutes les professions - tandis que près de 200 pompiers autour de l'usine se tenaient prêts à toutes les éventualités. Finalement ils réussirent à obtenir une prime de licenciement de 80.000 F et la garantie d'indemnités de chômage égale au salaire pendant deux ans - sans parler des promesses de travailler à créer des emplois, auxquelles personne ne croit.

L'exemple de Cellatex est repris en juillet par les 104 employés de la brasserie Adelshoffen de Schiltigheim, en Alsace. Après l'annonce en avril de la fermeture de l'usine à la fin de l'année et d'un «plan social» qui était un véritable marché de dupes (offres de reclassement irréalistes, etc.), les ouvriers commençaient des grèves tournantes à la fin-mai. La CGT organise des manifestations et d'inévitables appels aux élus et aux ministres, etc. Le 19 juillet le conflit se durcit: les

ouvriers bloquent le directeur du personnel dans son bureau, occupent l'usine, menacent de faire exploser des bonbonnes de gaz. L'ultimatum est reporté plusieurs fois, les négociations reprennent et finalement l'accord négocié pour la fermeture du site est accepté par les ouvriers le 26 juillet: il prévoit le paiement des jours de grève, le maintien des salaires jusqu'à la fermeture du site (!), une indemnité de 75.000 F pour les salariés reclassés dans d'autres usines du groupe (où les salaires sont plus bas), etc. Pour la CGT: «on n'avait pas le choix», tandis que le patron affirme: «je suis satisfait. C'est un accord correct pour tout le monde» (3).

A la fin juillet les ouvriers de Forgeval (entreprise sidérurgique à Valenciennes) menacent d'utiliser l'arme du gaz et de l'acétylène, mais ils sont expulsés de leur usine par les CRS. Chez Bertrand Faure (équipement automobile) à Nogent-sur-Seine, les 236 ouvrières occupent l'usine dont la fermeture a été annoncée en mai, depuis le 27 juillet. «Au début on y a cru. On a accepté de travailler le samedi, les jours fériés, quand il le fallait», explique une ouvrière qui raconte l'augmentation incessante des cadences pour maintenir la rentabilité de l'entreprise. La colère est donc grande. Selon le délégué CGT: «Je ne réponds plus de rien, si la négociation n'aboutit pas. Elles nous ont déjà débordés dès jeudi. Quand on est arrivés à l'usine, elles avaient mis les machines dehors, la matière première et l'outillage. On essaie de contenir les gens. Mais je ne sais pas jusqu'à quand» (4). Chez Lyonnet (matériel agricole) dans le Jura, où des repreneurs sont intéressés par l'entreprise mais ne veulent conserver que 10 emplois sur 56, les ouvriers qui occupent l'usine en août, séquestrent des comptables et commissaires aux comptes, font exploser du diluant, se livrent à des actions coups-de-poings. Chez Manoir (Nord) l'usine est occupée fin juillet après l'annonce d'un «plan social» prévoyant 192 suppressions d'emploi sur un effectif de 450 personnes, etc., etc.

LE RETOUR DU SPECTRE DE LA LUTTE PROLÉTARIENNE

Les commentateurs de la presse bourgeoise se sont demandés si la multiplication de ces épisodes violents n'indiquait pas le «retour d'un certain anarcho-syndicalisme» ou «du luddisme "briseur de machines"». Selon «Le Monde» du 10/8: «Le monde industriel n'est pas habitué à une

telle radicalité. Par culture, les ouvriers français se sont toujours interdits de toucher à l'outil de travail, quel que soit le conflit» et le quotidien conclut: «Débordés par leur base, les délégués tentent de reprendre les rênes». C'est en fait le spectre de la lutte prolétarienne qui réapparaît à travers ses conflits isolés, éparpillés, le spectre de la lutte de ceux qui n'ont rien à perdre que leurs chaînes, qui tendent à foutre en l'air cette «culture» de la lutte bien sage, bien respectueuse des intérêts de l'entreprise - «culture» inculquée par l'opportunisme politique et syndical au cours de décennies de collaboration de classe et d'étouffement des affrontements sociaux. Les résultats de ces luttes sont modestes, elles n'ont pu rejeter l'étouffante emprise collaborationniste; en l'absence d'un mouvement prolétarien actif et puissant elles ne pouvaient guère aller plus loin.

Mais malgré tout elles donnent un signal à tous les prolétaires: le signal que même quand la situation paraît sans issue, même quand le bon sens, les habitudes acquises et les conseils défaitistes des syndicats appellent à la résignation, une lutte véritable est possible, bien différente des traditionnels simulacres syndicaux, une lutte qui ne recule pas devant l'utilisation de moyens radicaux et violents. C'est un signal que les prolétaires devront entendre et reprendre à leur compte lorsque il ne s'agira plus de luttes défensives et isolées, mais d'une lutte plus générale contre les attaques bourgeoises. Et c'est bien ce que craignent les bourgeois: la menace d'explosion prolétarienne sera alors infiniment plus dangereuse pour eux que les menaces de faire exploser des «outils de travail» en faillite...

(1) La CGT avait envoyé le responsable de la Fédé Textile, un proche de Thibault, expliquer aux ouvriers que le maintien de l'entreprise était impossible. cf «Libération», 18/7/2000

(2) Les tartufes de tout poil ont condamné cet acte, tout en déclarant «comprendre» les malheureux ouvriers; ainsi les Verts: «On comprend que les salariés soient désespérés. Pour autant on ne peut pas accepter que l'on passe à la contre-violence en attaquant l'environnement» cf «Le Monde», 20/7/2000. Sans commentaires.

(3) cf «Le Monde», 28/7/2000

(4) cf «Libération», 31/7/2000.

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
NOTRE PRESSE INTERNATIONALE!
«le prolétaire»
«programme communiste»
«il comunista»
«el programa comunista»
ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-
VOUS, SOUSCRIVEZ !

« L'ANTI-FASCISME
DÉMOCRATIQUE:
UN MOT D'ORDRE ANTI-
PROLÉTARIEN QUI A FAIT
SES PREUVES »

Sous ce titre est réédité un article de notre revue théorique «Programme Communiste» n° 56 (juillet 1972) rappelant à grands traits ce qu'est l'Etat démocratique, ce qu'est le fascisme et la nature contre-révolutionnaire et anti-prolétarienne de l'anti-fascisme démocratique. Le seul véritable anti-fascisme est l'anti-capitalisme et dans les pays capitalistes l'unique alternative historique n'est pas: démocratie ou fascisme, mais: dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat.

Une brochure de 17 pages: 3 FF.

IL COMUNISTA
(Bimestrale) n° 70
Maggio 2000

- Morto un governo se na fa un altro - La solidarietà di classe è il risultato più importante della lotta degli operai - Operaio rumeno bruciato vivo dal suo padrone - L'Italia delle povertà - Il nonnismo nelle caserme è lo specchio delle vessazioni di cui è impregnata tutta la società borghese - L'economia mondiale sotto un vulcano (IV-fine) - Multinazionali: cala scure dei licenziamenti - Proletari di tutti paesi, unitevi! - Il lavoro di partito segue la linea intransigente della conferma storica del marxismo e della prospettiva universale della rivoluzione proletaria e comunista (Riunione generale di Genova, 8-9 gennaio 2000) - La validità della tesi marxista che l'imperialismo è l'ultimo stadio dello sviluppo capitalistico non è mai stata messa in discussione dal corso reale dell'economia capitalistica, e non è mai stata messa in discussione la prospettiva marxista della rivoluzione proletaria e comunista - La borghesia continua il suo attacco all'occupazione - I movimenti di lotta napoletani pel contraddittorio processo di riorganizzazione proletaria classista - Un pieno di profitti

La lutte à la Brink's (Aéroport de Marseille-Marignane)

La société Brink's (qui a une soixantaine d'employés sur ce site) est chargée du contrôle des bagages (soutes et bagages à main) à l'aéroport de Marseille Marignane, tâche autrefois remplie par des CRS. Ceux-ci étaient payés en moyenne 13''000F par mois tandis que les travailleurs de la Brink's ne touchent qu'un salaire véritablement misérable (entre 3''000 et 4''000 F au départ!). Face à ces conditions déplorables certains agents avaient voulu se syndiquer ou revendiquer des améliorations. La direction, sous différents prétextes, les avait licenciés. Flicage, fayotage et répression, voilà quel était le climat.

L'été dernier des éléments combattifs décidés à réagir se tournèrent vers la CGT; leur but était de se faire élire comme délégués pour avoir la possibilité d'avancer leurs revendications auprès de l'ensemble du personnel et se préparer à la grève. Mais les bureaucrates de la CGT, qui n'avait rien fait contre les licenciements antérieurs, comptant sur l'Inspection du travail et les Prud'hommes, étaient surtout prodigues en conseils non pour mobiliser les travailleurs, mais pour utiliser le Code du travail et respecter la loi et l'ordre. Un tract du «Comité de lutte et CGT» disait au contraire:

«Ils ont donc licencié les Leila, Jean-Noël, Roussel, Véronique, nos collègues pères de famille Ignace et Jean-Michel parce qu'ils voulaient créer une section syndicale et procéder à des élections de délégués du personnel pour défendre nos revendications. Il faut savoir que précédemment, lors de la suppression des pauses payées de 15 mn par Roussel, ils avaient agi de même avec les agents Philippe Casile, Cousinet et Guérrero qui protestaient contre ce changement. D'autres délégués vont se présenter, il faut que tout le monde le sache. Le mieux serait de se syndiquer massivement. Nous rappelons nos avertissements précédents: il ne faut compter que sur nos propres forces et sur notre détermination pour faire accepter nos revendications. Seule la

mobilisation de tous les agents pourra faire reculer la direction. Il faudrait envisager une grève sans préavis et illimitée qui partirait d'un Poste et s'étendrait aux autres postes. Il faut discuter de cela et voir comment se préparer à l'action: il n'y a pas d'alternative à la lutte.

Il faut également limiter au maximum les rapports «amicaux» avec les superviseurs lèche-botte de la direction. Il faut savoir que les superviseurs en sont pas recrutés sur leurs qualités - franchise, compétence, honnêteté - mais sur leurs défauts: servilité, délation, arrivisme. D'ailleurs 2 ont dû être licenciés pour vol!» (juillet 99).

En dépit des mesures d'intimidation de la direction et de ses tentatives infructueuses de susciter des candidatures à sa botte (sous le sigle FO) des élections de délégués du personnel avaient lieu en octobre après l'intervention, à la demande de la CGT, de l'Inspection du Travail. Ces élections se faisaient dans les pires conditions: vote par correspondance, envoyé au siège à Paris! Malgré cela les agents votaient massivement et les 2 travailleurs qui s'étaient présentés étaient élus. Les agents participaient nombreux aux réunions convoquées par les délégués pour discuter des revendications et de la lutte pour les obtenir.

Les bureaucrates de la CGT s'efforçaient de calmer les ardeurs des travailleurs qui voulaient en découdre en essayant de les effrayer sur les conséquences d'une lutte dure: déclencher une grève illimitée reviendrait à arrêter complètement le trafic de l'aéroport qui a une importance économique vitale pour la région: la répression serait donc brutale. L'occupation des locaux et la mise en place de piquets est illégal selon le code du travail: on risque la faute lourde, le licenciement, la prison ou une forte amende; l'intervention des CRS serait immédiate, etc. Mais leur méthode consistant à essayer de faire fléchir la direction en mettant en évidence ses manquements à la loi et en appelant au «dialogue social», n'ayant rien

donné, les agents décidèrent finalement la grève illimitée.

LA CGT SOUTIENT LA GRÈVE COMME LA CORDE SOUTIENT LE PENDU

Commencée le 7 décembre, la grève durera 9 jours. Le syndicat ne bougea pas le petit doigt pour aider les grévistes qui durent s'organiser eux-mêmes pour faire des banderoles, etc., des prises de paroles, distributions de tracts, tandis que la direction avait dépêché des huissiers pour constater d'éventuelles entraves à la «liberté du travail» (en fait c'étaient des cadres qui étaient obligés de faire le boulot). Par contre il se préparait à arrêter le mouvement au plus vite. Le vendredi 10 décembre à l'issue de discussions-marathon (6 heures) entre la direction, les délégués et des bonzes de la CGT, un protocole d'accord pour l'arrêt de la grève était signé qui faisait l'imposée sur la plupart des revendications des agents.

Mais les grévistes refusèrent unanimement cet accord et ils décidaient la poursuite du mouvement, abandonnés par le syndicat. Ce n'est que le mercredi 15, à la suite d'une intervention démoralisatrice d'un responsable CGT («si vous n'arrêtez pas maintenant, vous allez reprendre un par un, par manque d'argent et par découragement», etc.) que les grévistes, décidaient de reprendre le travail, au moment même où la presse locale s'inquiétait de voir les travailleurs d'Air France «rejoindre la Brink's dans la grève»!

En effet, c'était le début à Marignane de la grève du personnel de cette compagnie à propos des 35 heures. La Chambre de commerce et les bourgeois craignaient la paralysie de l'aéroport; la situation devenait plus favorable pour les grévistes: curieuse coïncidence, c'était le moment où la CGT faisait le forcing pour arrêter la grève à la Brink's!

Finalement la direction lâchera plus que le protocole signé par la CGT - comme les 35 heures payées 39, la suppression des temps partiels, des salaires de 3''000 et 4''000 F. Les revendications essentielles restent: passage au coefficient 150, majoration du travail de nuit, du dimanche et du samedi, tickets-restaurant, paiement des

pauses (de 15 et 30 mn), respect des dates de congés payés, etc.

En dépit de l'arrêt de la grève sans avoir obtenu les revendications les plus importantes, le sentiment des employés n'est pas au découragement; ils ont montré à la direction et se sont montrés à eux-mêmes qu'ils étaient capables de lutter, de réagir contre la direction. Le sentiment qu'il faudra mener de nouveaux combats n'a pas disparu.

En avril une grève de deux heures, très bien suivie, a permis de lever une sanction contre un agent. Mais ce sentiment se heurte de plus en plus au fil des mois au sabotage de la jeune section CGT, qui ne fait pas le boulot qui devrait être le sien: montrer les revendications permanentes des agents, dénoncer les infractions aux droits du travail, les injustices et les discriminations, d'âge, de race, de sexe, les licenciements abusifs, les conditions de travail aberrantes et incohérentes. Une grève nationale de la Brink's a eu lieu fin avril, mais la section locale s'est bien gardée d'en informer les travailleurs du site de Marignane.

Selon le délégué CGT, il ne faut pas mettre les revendications salariales en avant car une nouvelle convention collective est prévue en septembre (les salaires vont royalement atteindre les 6''000 F!). La réalité est que la CGT a signé au niveau national le protocole de Réduction du Temps de Travail qui prévoit le blocage des salaires, l'annualisation du temps de travail et la flexibilité. Mais lorsqu'on leur demande des explications, les délégués répondent que le responsable national qui avait signé a été viré! Une vraie mascarade...

Quant à l'U.L. CGT, elle consacrait sa dernière réunion à... la préparation du défilé pour commémorer la «victoire» de 45! On comprend qu'elle n'ait pas le temps de s'occuper des revendications des travailleurs...

Pour obtenir satisfaction les travailleurs ne doivent pas s'en remettre au bon vouloir de la bonzerie syndicale, ils ne doivent pas faire confiance à ceux qui cherchent à s'attirer les bonnes grâces de la direction et des bourgeois; ils ne doivent compter que sur eux-mêmes, que sur leur combativité, leur détermination et leur organisation.

Sommaires des derniers numéros du journal «le prolétaire»

N° 453 (AVR.-MAI-JUIN 2000):

- Contre la guerre de rapine impérialiste en Tchétchénie: Les prolétaires russes doivent rompre avec leur bourgeoisie en luttant contre la guerre à partir de la lutte quotidienne dans les usines, les villes et les campagnes. - Coup d'Etat en Côte d'Ivoire. - L'économie mondiale sous un volcan (fin). - La dégénérescence du pouvoir prolétarien et le rôle du parti (fin). - 35h: témoignage d'un travailleur intérimaire. - Correspondance: le capitalisme asphyxie la santé. - Nouvelles des luttes ouvrières: Inde

N° 452 (JANV.-FÉVR.-MARS 2000):

- Contre la guerre de rapine impérialiste en Tchétchénie: Les prolétaires russes doivent rompre avec leur bourgeoisie en luttant contre la guerre à partir de la lutte quotidienne dans les usines, les villes et les campagnes. - Coup d'Etat en Côte d'Ivoire. - L'économie mondiale sous un volcan (Fin). - La dégénérescence du pouvoir prolétarien et le rôle du parti (Fin). - 35h: témoignage d'un travailleur intérimaire. - Correspondance: Le capitalisme asphyxie la santé. - Nouvelles des luttes ouvrières: Inde.

N° 451 (NOV.-DÉCEMBRE 1999):

- Retour de la croissance? Retour de la lutte prolétarienne! - A nouveau la chasse aux sans-papier. - La dégénérescence du pouvoir prolétarien et le rôle du parti (1). - L'économie mondiale sous un volcan (3). - Solidarité avec les prisonniers politiques! - Vers la retraite à 70 ans? - Contre l'OMC, une campagne démocratique réactionnaire. - Question kurde. Les offres de capitulation d'Oclan et du PKK à l'Etat

turc.

N° 450 (AOUT-SEPT.-OCT. 1999):

- contre le collaborationnisme de gauche et d'extrême-gauche, le prolétariat ne peut se défendre qu'en retournant aux méthodes de classe. - Massacres et appétits impérialistes au Timor. - Marxisme et Autorité. La fonction du parti de classe et le pouvoir dans l'Etat révolutionnaire. - Non à la guerre du Roquefort! - L'économie mondiale sous un volcan (2). - Les amères désillusions des humanitaires au Kosovo. - Togo: massacres dans une dépendance de l'impérialisme français.

N° 449 (MAI-JUIN-JUILLET 1999):

- Le Kosovo et les Balkans dans les mailles de l'impérialisme. - Algérie: la farce électorale échoue à camoufler la dictature bourgeoise. - Principes marxistes fondamentaux. - La question de l'autodétermination dans les Balkans. - Les traditions internationalistes du prolétariat serbe. - L'«extrême-gauche» et la guerre ou comment mieux renier défaitisme révolutionnaire et internationalisme prolétarien. - L'habituelle conversion guerrière des pacifistes. - Une manoeuvre du CCI - La grande bouffe. - Pinochet: sacrifice de l'allié d'hier sur l'autel de l'ordre démocratique bourgeois. - Guerre du capital contre les prolétaires.

N° 448 (FÉV.-MARS-AVRIL 1999):

- L'économie mondiale sous un volcan (1). - A propos de la «Parité»: Les limites infranchissables à l'égalité entre les sexes sous le capitalisme. - De la Commune à la Troisième Internationale (Amadeo Bordiga - «L'Unità», 29 mars 1924). - Avant comme après son Congrès: La collaboration entre

les classes, seul credo de la CGT. - Italie: Problèmes du mouvement des chômeurs à Naples. - Correspondance: Les prolétaires de l'électro-ménager passés à la moulinette. - Nouvelles des luttes ouvrières: Iran, Australie. - «Supplément au «prolétaire» N° 448»: Non à l'intervention impérialiste en Yougoslavie! A bas tous les nationalismes et toutes les oppressions bourgeoises! - No to the Imperialist Action in Yougoslavia! Down with all Nationalism and all Bourgeois Oppressions!

N° 447 (DÉC. 1998 - JANV. 1999):

- Le gouvernement de la Gauche plurielle maintient le cap anti-ouvrier. - Banditisme impérialiste en Irak. - La guerre au Congo-Kinshasa. - Justice coloniale à Tahiti. - Il y a 80 ans Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht étaient assassinés. Dans la rouge lumière du sacrifice. - Sur le fil du temps. Les intellectuels et le marxisme. - Les Droits de l'Homme, expression idéologique de l'esclavage bourgeois. - La grande leçon de mai-juin 68: nécessité du parti politique de classe. - Correspondance: La grève des bus à Rennes. - Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde: Grande-Bretagne, Australie.

N° 446 (SEPT.-OCT.-NOV. 1998):

- En prévision des temps difficiles. La bourgeoisie européenne place la Gauche au pouvoir. - Théorie et action dans la doctrine marxiste. - Crise politique et sociale en Algérie. - Répression en Tunisie. - L'impérialisme français et le Libéria. - A propos de la fondation de la IVe Internationale: Sans programme révolutionnaire, pas de parti révolutionnaire. - Une grande première médicale bourgeoise. - Auschwitz ou le grand alibi (suite). - Dans le meilleur des mondes bourgeois -Afrique du Sud: Crimes, complicités et servilité politique -Sans-papiers: toujours l'exigence de la lutte de classe

CORRESPONDANCE :

POUR LA FRANCE :

Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon

POUR LA SUISSE :

Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens

POUR L'ITALIE :

Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «prolétaire»: 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. Abonnement de soutien: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «el programa comunista», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. Imprimé par nos soins.